

SECURITY
COUNCILCONSEIL
DE SECURITE

S/336

30 avril 1947

FRENCH

LETRE DU PRESIDENT DU COMITE D'ETAT-MAJOR AU SECRETAIRE GENERAL EN
DATE DU 30 AVRIL 1947 ET RAPPORT CI-JOINT SUR LES PRINCIPES GENERAUX
GOUVERNANT L'ORGANISATION DES FORCES ARMÉES MISES A LA DISPOSITION
DU CONSEIL DE SECURITE PAR LES NATIONS MEMBRES DES NATIONS UNIES.

30 avril 1947

Monsieur le Secrétaire général,

Suivant les directives du Conseil de sécurité en date du 16 février 1946, le Comité d'Etat-major a étudié, sur le plan militaire, l'Article 43 de la Charte, et a préparé, comme première étape de cette étude, des recommandations sur les principes généraux gouvernant l'organisation des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité par les Nations Membres des Nations Unies.

Conformément à la décision du Conseil de sécurité en date du 13 février 1947, et aux instructions du Comité d'Etat-major, j'ai l'honneur de vous adresser le rapport contenant les recommandations ci-dessus et de vous prier de bien vouloir soumettre ce rapport au Conseil de sécurité.

Le rapport contient d'une part, les recommandations dont le texte a été adopté à l'unanimité des délégations au Comité d'Etat-major, et de l'autre, les propositions de chacune des délégations sur lesquelles l'unanimité n'a pu se faire au Comité d'Etat-major. Dans ce dernier cas, l'exposé des positions des diverses délégations se trouve en Annexe "A". Certaines observations générales de la délégation française se trouvent en Annexe "B".

Le Comité d'Etat-major m'a chargé de vous prier d'attirer l'attention du Conseil de sécurité sur le fait que la question des dépenses

RECEIVED

MAY 5 1947

qui peuvent être encourues par les Nations Membres du fait de l'exécution des mesures prévues à l'Article 42 de la Charte n'apparaît pas dans ces recommandations.

Conformément à la Règle 13 de Procédure, le Comité d'Etat-Major a l'honneur d'informer le Conseil de Sécurité qu'il n'attache aucun caractère de secret à ce rapport.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma haute considération.

(Signé) : A. Ph. VASILIEV
Lieutenant-Général, Armée
soviétique

PRESIDENT
du Comité d'Etat-Major.

Monsieur le Secrétaire général
des Nations Unies.

PRINCIPES GENERAUX GOUVERNANT L'ORGANISATION
DES FORCES ARMEES MISES A LA DISPOSITION DU CONSEIL DE
SECURITE PAR LES NATIONS MEMBRES DES
NATIONS UNIES.

Rapport du Comité d'Etat-Major

I N D E X

Chapitre I	OBJET DES FORCES ARMEES	Page 5
Chapitre II	COMPOSITION DES FORCES ARMEES	- 6
Chapitre III	PUISSANCE D'ENSEMBLE DES FORCES ARMEES	- 7
Chapitre IV	CONTRIBUTION DE FORCES ARMEES PAR LES NATIONS MEMBRES	- 9
Chapitre V	UTILISATION DES FORCES ARMEES	- 13
Chapitre VI	DEGRE DE PREPARATION DES FORCES ARMEES	- 16
Chapitre VII	FOURNITURE D'ASSISTANCE & FACILITES Y COMPRIS LES DROITS DE PASSAGE POUR LES FORCES ARMEES	- 18
Chapitre VIII	BESOINS LOGISTIQUES DES FORCES ARMEES	- 21
Chapitre IX	EMPLACEMENT GENERAL DES FORCES ARMEES	- 23
Chapitre X	DIRECTION STRATEGIQUE ET COMMANDEMENT DES FORCES ARMEES	- 26
Annexe "A"	Positions des délégations au Comité d'Etat-major par rapport aux articles des principes généraux gouvernant l'Organisation des forces armées, sur lesquels l'unanimité n'a pas été obtenue au Comité d'Etat-major.	- 28
Annexe "B"	Observations générales de la délégation française.	- 80

CHAPITRE I

OBJET DES FORCES ARMEES

Article 1

"Les Forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité par les Nations Membres des Nations Unies sont destinées au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales dans les cas :

- a. d'existence de toute menace à la paix internationale;
- b. de toute rupture de la paix et de la sécurité internationales;
- c. de tout acte d'agression,

lorsque les mesures prises par le Conseil de sécurité, conformément à l'Article 41 de la Charte des Nations Unies seraient inadéquates ou qu'elles se sont révélées telles, et lorsque la paix et la sécurité internationales sont menacées au point de nécessiter l'emploi de ces forces armées."

Article 2

"Ces forces armées ne peuvent pas être employées dans des buts contraires aux buts et principes et à l'esprit de la Charte des Nations Unies, tels qu'ils ont été définis en son préambule et en son Chapitre I."

CHAPITRE II
COMPOSITION DES FORCES ARMEES

Article 3

"Les forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité par les Nations Membres des Nations Unies, conformément à l'Article 43 de la Charte, sont composées d'unités (formations) de forces nationales terrestres, navales et aériennes, qui font normalement partie des forces armées des Nations Membres des Nations Unies."

Article 4

"Ces forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité sont prélevées sur les unités (formations) les mieux entraînées et équipées des Nations Membres des Nations Unies."

CHAPITRE III

PUISSANCE D'ENSEMBLE DES FORCES ARMÉES

Article 5

"Toute décision tendant à mettre en œuvre les forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité par les Nations Membres des Nations Unies en vue d'une action coercitive, aura l'appui d'une autorité morale et d'un potentiel immense. Ce fait aura une répercussion directe sur l'importance des forces armées nécessaires."

Article 6

"Les forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité par les Nations Membres des Nations Unies seront limitées à la puissance suffisante pour permettre au Conseil de sécurité d'entreprendre une action rapide en tout point du globe pour le maintien ou le rétablissement de la paix et de la sécurité internationales, comme prévu à l'Article 42 de la Charte."

Article 7

Texte accepté par les Délégations
des Etats-Unis, du Royaume-Uni,
de la France et de la Chine

Texte accepté conditionnellement par
la Délégation de l'URSS sous réserve
de l'acceptation par les autres
délégations du principe d'égalité
établi dans la proposition de la
Délégation de l'URSS pour l'article 11
et concernant la puissance et la compo-
sition des forces armées fournies par
les membres permanents du Conseil de
sécurité.

"Une évaluation de la puissance
d'ensemble des forces armées ainsi
que de la puissance des armées de
terre, de mer et de l'air constituant

ces forces sera faite par le Conseil de sécurité, avec l'aide du Comité d'Etat-major et prise comme base de négociations des accords spéciaux prévus à l'article 43 de la Charte. La décision finale concernant la puissance d'ensemble nécessaire sera prise par le Conseil de sécurité en fonction des résultats de ces négociations."

Article 8

Texte accepté par les Délégations de la Chine, de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis

Texte accepté conditionnellement par la Délégation de l'URSS sous réserve de l'acceptation par les autres délégations du principe d'égalité établi dans la proposition de la Délégation de l'URSS pour l'article 11, et concernant la puissance et la composition des forces armées fournies par les membres permanents du Conseil de sécurité.

"Afin d'adapter la puissance d'ensemble des forces armées aux conditions internationales, cette puissance d'ensemble et la puissance des armées constituant ces forces peuvent être modifiées sur l'initiative du Conseil de sécurité par des accords additionnels conclus entre le Conseil de sécurité et les Nations Membres des Nations Unies."

CHAPITRE IV

CONTRIBUTION DE FORCES ARMEES PAR LES NATIONS MEMBRES

Article 9

"Toutes les Nations Membres ont, et la possibilité et l'obligation de mettre forces armées, facilités et assistance à la disposition du Conseil de sécurité, sur son invitation, suivant leurs moyens et les besoins du Conseil de sécurité."

Article 10

"Afin de faciliter la création rapide des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité par les Nations Membres des Nations Unies, les membres permanents du Conseil de sécurité fourniront initialement la majeure partie de ces forces. Au fur et à mesure que les contributions des autres Nations des Nations Unies deviendront disponibles, elles seront ajoutées aux forces déjà fournies."

Article 11

Texte accepté par les Délégations
de la Chine, de la France, du
Royaume-Uni et des Etats-Unis

"Chacun des cinq membres permanents du Conseil de sécurité apporte aux forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité par les Nations Membres des Nations Unies une contribution d'ensemble initiale comparable. Etant donné les inégalités dans l'importance et la cou-

Texte accepté par la Délégation
de l'URSS

"Les membres permanents du Conseil de sécurité mettent à la disposition de ce Conseil des forces armées de terre, de mer et de l'air selon un principe d'égalité en ce qui concerne la puissance d'ensemble et la composition de ces forces. Des dérogations à ce principe sont permi-

position des forces nationales de chaque membre permanent, et afin de permettre au Conseil de sécurité de constituer, en vue d'opérations, des forces de combat équilibrées et efficaces, ces contributions peuvent différer largement quant à la puissance des éléments constitutifs de terre, de mer et de l'air."

ses dans des cas particuliers, sur décisions spéciales du Conseil de sécurité, si l'un des membres permanents en exprime le désir."

Article 12

"L'importance et la composition des contributions de chacune des Nations Membres sont fixées sur l'initiative du Conseil de sécurité et sur l'avis du Comité d'Etat-major, pendant les négociations avec chaque Nation Membre, conformément à l'Article 43 de la Charte."

Article 13

"Aucune Nation Membre des Nations Unies ne sera tenue d'augmenter la puissance de ses forces armées ou de mettre sur pied un élément spécial de ses forces dans le but précis d'apporter sa contribution aux forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité par les Nations Membres des Nations Unies."

Article 14

"Les contributions des Nations Membres des Nations Unies autres que les Membres permanents du Conseil de sécurité ne sont

pas nécessairement représentées par des forces armées. Celles des Nations Membres qui ne pourraient fournir des forces armées peuvent remplir leurs obligations à l'égard des Nations Unies en fournissant des facilités et autre assistance, conformément aux accords conclus avec le Conseil de sécurité".

Article 15

"L'initiative de proposer des modifications quant à l'importance ou à la composition des contributions d'une Nation Membre ou d'un groupe de Nations Membres, appartient tant au Conseil de sécurité qu'à une Nation Membre ou à un groupe de Nations Membres. Toute modification apportée aux contributions s'effectue en vertu d'accords supplémentaires passés entre le Conseil de sécurité et la Nation Membre ou le groupe de Nations Membres respectifs".

Article 16

Texte accepté par les Délégations de la Chine, de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis

"La puissance et la composition des contributions nationales de forces aériennes mises à la disposition du Conseil de sécurité, devront être déterminées comme il est établi à l'article 12 ci-dessus et en tenant compte des obligations découlant de l'Article 45 de la Charte".

Texte accepté par la Délégation de l'URSS.

"La puissance et la composition des contingents nationaux de forces aériennes mis à la disposition du Conseil de sécurité par les Nations Membres, en vue de l'action envisagée à l'Article 45 de la Charte, sont fixées par le Conseil de sécurité avec l'assistance du Comité d'Etat-major, dans le cadre de l'accord spécial ou des accords spéciaux prévus par l'Article 43 de la Charte".

Article 17

Texte accepté par les Délégations
de la Chine et de la France

Texte refusé par les Délégations
de l'URSS, du Royaume-Uni et des
Etats-Unis.

"Dans les cas de légitime
défense (Article 51 de la Charte)
et d'urgence nationale, les
Nations Membres ont le droit
d'utiliser les forces armées
qu'elles avaient mises à la
disposition du Conseil de
sécurité conformément aux
termes des accords spéciaux.
Elles s'engagent toutefois à
assumer à nouveau toutes leurs
obligations dans le plus bref
délai possible".

CHAPITRE V

UTILISATION DES FORCES ARMÉES

Article 18

"Les forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité par les Nations Membres des Nations Unies ne seront utilisées, en totalité ou en partie, que sur décision du Conseil de sécurité, et seulement pour la période nécessaire à l'accomplissement des missions prévues par l'Article 42 de la Charte."

Article 19

"Etant donné les avantages militaires qui en résulteraient, l'action des forces armées, en application de l'Article 42 de la Charte, doit être, chaque fois que cela sera possible, déclanchée à temps pour prévenir ou réprimer rapidement une rupture de la paix ou un acte d'agression."

Article 20

Texte accepté par les Délégations
de la Chine, de la France, du
Royaume-Uni et des Etats-Unis

Texte accepté par la Délégation de
l'URSS

"Quand les forces armées, y compris les troupes de communication, mises à la disposition du Conseil de sécurité, auront accompli les missions qui leur ont été dévolues par le Conseil de sécurité, conformément à l'Article 42 de la Charte, elles seront rappelées aussitôt que possible sur leur emplacement

"Les forces armées seront rappelées sur leurs propres territoires et dans leurs propres eaux territoriales dans un délai de trente à quatre-vingt-dix jours après l'accomplissement des missions prévues par l'Article 42 de la Charte, sauf décision contraire du Conseil de sécurité.

Ce délai doit être prévu dans les

général tel qu'il est fixé par l'accord spécial ou les accords spéciaux prévus par l'Article 43 de la Charte. La date du début et les délais d'exécution du retrait devront être fixés par le Conseil de sécurité. "

accords conclus en application de l'Article 43 de la Charte."

Article 21

Texte refusé par les Délégations de la Chine, de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis.

Texte accepté par la Délégation de l'URSS

" Si pour quelque raison, ces forces armées sont retenues sur les territoires ou dans les eaux territoriales dont l'accès leur a été accordé en vertu des accords passés entre le Conseil de sécurité et les autres Nations Membres des Nations Unies, pour le transit, le stationnement ou l'action de ces forces, elles devront être rappelées sur leurs territoires nationaux ou dans leurs eaux territoriales trente jours au plus après l'expiration des délais indiqués à l'article 20 (+), sauf décision contraire du Conseil de sécurité. Ce délai doit être prévu dans les accords passés en

vertu de l'Article 43 de la
Charte. "

(+) voir la proposition de la
Délégation de l'UESS.

CHAPITRE VI

DEGRE DE PREPARATION DES FORCES ARMEES

Article 22

" Le degré de préparation des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité par les Nations Membres des Nations Unies est fixé par le Conseil de sécurité sur avis du Comité d'Etat-Major, à la suite des négociations menées avec les Nations Membres en vue de la conclusion des accords spéciaux prévus à l'Article 43 de la Charte. "

Article 23

" Le degré de préparation des forces armées sera maintenu à un niveau tel qu'il permettra à ces forces de commencer en temps voulu l'accomplissement des mesures ordonnées par le Conseil de sécurité, conformément à l'Article 42 de la Charte. "

Article 24

" Ces forces armées doivent être soit maintenues en état de combattre, soit amenées à cet état dans les délais qui sont prévus dans les accords spéciaux. "

Article 25

Texte accepté par les Délégations
de la Chine, de la France, du
Royaume-Uni et des Etats-Unis

" Le degré de préparation
des contingents nationaux de
forces aériennes doit être
maintenu à un niveau tel qu'il
permette aux

Texte accepté par la
Délégation de l'URSS.

" Le degré de préparation
des contingents nationaux de
forces aériennes mis à la
disposition du Conseil de
sécurité

Nations Unies d'entreprendre des
mesures militaires urgentes
conformément aux dispositions
de l'Article 45 de la Charte. "

par les Nations Membres, en
vue de l'action envisagée à
l'Article 45 de la Charte, sont
fixées par le Conseil de
sécurité, avec l'assistance du
Comité d'Etat-Major, dans le
cadre de l'accord spécial ou des
accords spéciaux prévus par
l'Article 43 de la Charte. "

CHAPITRE VII

FOURNITURE D'ASSISTANCE ET FACILITES Y COMPRIS LES DROITS DE PASSAGE, POUR LES FORCES ARMÉES

Article 26

Texte accepté par les
délégations de la Chine,
du Royaume-Uni et des
Etats-Unis

Texte accepté par la
Délégation de la
France

Texte accepté par
la Délégation de
l'URSS.

" Les accords spé-
ciaux passés entre le
Conseil de sécurité et
les Nations Membres en
application de l'Article
43 de la Charte doivent
contenir ce qui suit :

a. Une assurance généra-
le concernant les
droits de passage et
l'usage des bases
des Nations Unies en
état d'utilisation
qui sont nécessaires
aux forces armées
opérant sous la di-
rection du Conseil
de sécurité;

b. Des dispositions
particulières
régulant les détails
relatifs aux bases

" Les accords spé-
ciaux prévus à l'Ar-
ticle 43 de la Charte
préciseront les bases,
l'assistance et les
facilités, y compris
le droit de passage
que les Nations Mem-
bres mettront à la
disposition du Con-
seil de sécurité sur
son invitation.

En cas de
nécessité, les
Nations Membres s'en-
gagent, sur la
demande du Conseil
de sécurité et par
des accords spéciaux
supplémentaires, à
mettre à sa disposi-
tion d'autres bases,
assistance et facili-
tés qui se seraient
révélées nécessaires

" Les accords spé-
ciaux prévus à
l'Article 43 de la
Charte préciseront
l'assistance et les
facilités, y compris
les droits de passage
que les Nations
Membres mettront à
la disposition du
Conseil de sécurité,
sur sa demande, et
conformément aux
Accords particuliers
passés entre le
Conseil de sécurité
et les Nations
Membres intéressées.

Les accords
particuliers conclus
au moment opportun
entre le Conseil
de sécurité et les
Nations Membres inté-

et à toute autre	aux opérations entre-	ressées préciseront
assistance et aux	prises.	la durée et les
facilités, y compris	Des accords par-	autres modalités de
les droits de passa-	ticuliers, conclus	l'exercice des
ge que les Nations	au moment opportun	droits ainsi
Membres acceptent	entre le Conseil de	accordés aux forces
de placer à la dis-	sécurité et la Nation	armées opérant sous
position du Conseil	Membre intéressée,	la direction du
de sécurité, sur	préciseront la durée	Conseil de sécurité. "
sa demande. De telles	et les autres moda-	
dispositions particuliè-	rités d'exercice	
res peuvent se trouver	des droits ainsi	
soit dans l'accord spé-	ciaux ouverts aux forces	
cial, soit dans les ac-	armées opérant sous	
cords supplémentaires	la direction du	
conformes aux termes	Conseil de sécurité."	
de l'Article 43 de		
la Charte, conclus		
en temps opportun."		

Article 27

Texte accepté par les Délégations
de la Chine, de la France, du
Royaume-Uni et des Etats-Unis

Texte refusé par la
Délégation de l'URSS.

" Chaque Nations Membre
conservera sa souveraineté natio-
nale, sur les bases et autres
facilités mises à la disposition
du Conseil de sécurité, ainsi
que leur contrôle et leur com-
mandement. "

Article 28

Texte accepté par les Délégations
de la Chine, de la France, du
Royaume-Uni et des États-Unis.

Texte refusé par la Délégation
de l'URSS.

" Si des contributions
supplémentaires sont demandées
aux Membres permanents du
Conseil de sécurité, au moment
où une action coercitive prévue
au Chapitre VII de la Charte
est envisagée, ces contributions
seront, elles aussi, d'importance
comparable, compte tenu
de la valeur de l'assistance
et des facilités aussi bien
que de la valeur des forces
armées que pourrait prêter
l'une ou l'autre des Nations
Membres précitées. "

CHAPITRE VIII

BESOINS LOGISTIQUES DES FORCES ARMÉES

Article 29

"Les Nations Membres des Nations Unies qui, conformément aux accords spéciaux, ont placé les forces armées à la disposition du Conseil de sécurité, sur sa demande, pour l'exécution des mesures prévues à l'Article 42 de la Charte, fournissent à leurs forces respectives tous les remplacements nécessaires en personnel et en matériel ainsi que tous les approvisionnements et moyens de transport nécessaires."

Article 30

"Chaque Nation Membre entretiendra en tout temps un niveau déterminé de réserves en vue du remplacement de sa contribution initiale en personnel, moyens de transport, équipements, pièces de rechange, munitions et approvisionnements de toute nature destinés aux forces qu'elle a accepté de mettre à la disposition du Conseil de sécurité sur son invitation. Ce niveau de réserves sera prescrit dans les accords spéciaux passés conformément à l'Article 43 de la Charte."

Article 31

Texte accepté par les Délégations
de la Chine, du Royaume-Uni et
des Etats-Unis

"Les Nations Membres, au cas
où elles ne seraient pas en mesu-
re d'assumer intégralement les
responsabilités découlant de l'Ar-
ticle 29 ci-dessus, peuvent deman-
der l'aide du Conseil de sécurité

Texte accepté par les Déléga-
tions de la France et de
l'URSS

"Des dérogations au prin-
cipe stipulé à l'Article 29
sont permises, dans des cas
particuliers, sur demande d'une
Nation Membre, par décisions
spéciales du Conseil de sécurité

qui, sur avis du Comité d'Etat-Major, mènera les négociations avec d'autres Nations Membres appropriées en vue de la fourniture de telle assistance que le Conseil de sécurité estimera nécessaire. L'accord des Nations Membres intéressées doit être obtenu par le Conseil de sécurité avant qu'il ne soit suppléé aux insuffisances dans la contribution d'une Nation Membre, par des prélèvements sur la contribution d'une autre Nation Membre."

sur avis du Comité d'Etat-Major, si cette Nation Membre désire se voir fournir des approvisionnements et des transports pour pourvoir d'une manière convenable aux besoins des forces armées placées par cette Nation Membre à la disposition du Conseil de sécurité."

CHAPITRE IX

EMPLACEMENT GENERAL DES FORCES ARMÉES

Article 32

Texte accepté par les
Délégations de la Chine,
du Royaume-Uni et des
Etats-Unis

Texte accepté par la
Délégation de la
France

Texte accepté par
la Délégation de
l'URSS

"Les forces armées
mises à la disposition
du Conseil de sécurité
par une Nation Membre,
quand elles ne sont
pas utilisées par le
Conseil de sécurité,
sont, aux termes des
accords spéciaux pré-
vus par l'Article 43
de la Charte, sta-
tionnées à la discrétion
des Nations Mem-
bres sur les terri-
toires ou dans les
eaux auxquels elles
ont un droit légal
d'accès."

: "En dehors de leur
période d'utilisation
par le Conseil de sécu-
rité, les forces armées
que la Nation Membre
s'engage à mettre à
la disposition du Con-
seil de sécurité, sur
son invitation, sont
stationnées sur les
emplacements généraux
fixés par l'accord
spécial ou les accords
spéciaux conclus entre
le Conseil de sécurité
et la Nation Membre,
conformément à l'Ar-
ticle 43 de la Charte :

- (1) soit à l'inté-
rieur des fron-
tières nationales
de la Nation Mem-
bre ou des terri-
toires ou des eaux
sous sa juridic-
tion;

"Les forces ar-
mées mises à la dis-
position du Conseil
de sécurité par une
Nation Membre des
Nations Unies four-
nissant ces forces,
sont stationnées à
l'intérieur des
frontières des pro-
pres territoires ou
des propres eaux
territoriales de
cette Nation Membre,
sauf dans les cas
prévus à l'Article
107 de la Charte."

(2) soit sur le territoire ou dans les eaux de nations ex-ennemies, en application de l'Article 107 de la Charte ou des traités de paix;

(3) soit sur le territoire ou les eaux d'autres nations où les forces ont accès en vertu d'accords internationaux, enregistrés au Secrétariat des Nations Unies et publiés par lui, conformément à l'Article 102 de la Charte;

(4) soit dans certaines zones stratégiques fixées par le Conseil de Sécurité et ayant fait l'objet d'accords particuliers entre ce Conseil et la Nation Membre, en application des Articles

82 et 83 de la Charte."

Article 33

Texte accepté par les Délégations
de la Chine, de la France, du Royaume-
Uni et des Etats-Unis :

Texte refusé par la Délégation
de l'URSS.

"Les emplacements de ces forces
armées doivent être géographiquement
répartis de façon à permettre au
Conseil de sécurité d'entreprendre
une action prompte en tout point
du globe pour le maintien ou le
rétablissement de la paix et de
la sécurité internationales."

Article 34

Texte accepté par les Délégations
de la Chine, de la France, du
Royaume-Uni et des Etats-Unis :

Texte refusé par la Délégation
de l'URSS.

"Tout déplacement des forces
de nature à modifier leur délai
d'intervention fixé par l'accord
spécial ou les accords spéciaux,
est porté à la connaissance du
Conseil de sécurité."

Article 35

"Les forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité
par les Nations Membres des Nations Unies, sur sa demande, pour l'exécution
des mesures prévues par l'Article 42 de la Charte, seront basées, durant
l'exécution de ces mesures, dans des zones désignées par le Conseil de
sécurité."

CHAPITRE X

DIRECTION STRATEGIQUE ET COMMANDEMENT DES FORCES ARMEES

Article 36

"Les forces armées que les Nations Membres des Nations Unies ont accepté de mettre à la disposition du Conseil de sécurité seront placées sous le commandement exclusif des Nations Membres qui les ont fournies, excepté lorsqu'elles opèreront sous l'autorité du Conseil de sécurité."

Article 37

"Lorsqu'il est fait appel à ces forces pour l'exécution des mesures prévues à l'Article 42 de la Charte, elles passent sous l'autorité du Conseil de sécurité."

Note : Le mot "control" est traduit en français par "autorité" et en russe par "подчинение"

Article 38

"Pendant la période où ces forces armées sont utilisées par le Conseil de sécurité, le Comité d'Etat-major est responsable, sous l'autorité du Conseil de sécurité, de leur direction stratégique. Le temps et le lieu de la prise et de l'abandon, par le Comité d'Etat-major, de la direction stratégique, sont fixés par le Conseil de sécurité."

Article 39

"Le commandement des contingents nationaux est exercé par des chefs nommés par les Nations Membres des Nations Unies respectives."

Ces contingents conservent leur caractère national et restent soumis en tout temps à la discipline et aux règlements en vigueur dans leurs propres forces armées nationales."

Article 40

"Les commandants des contingents nationaux ont le droit d'être en rapport direct sur toutes les questions avec les autorités de leurs propres pays."

Article 41

Texte accepté par les
Délégations de la Chine, de l'URSS
et des Etats-Unis :

"Un commandant d'ensemble ou
des commandants d'ensemble des
forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité,
peuvent être nommés par ce dernier,
sur l'avis du Comité d'Etat-major,
pour la durée de l'utilisation de
ces forces par le Conseil de
sécurité."

Texte accepté par les
Délégations de la France et du
Royaume-Uni :

"Un commandant suprême ou des
commandants suprêmes des forces
armées mises à la disposition du
Conseil de sécurité, peuvent être
nommés par ce dernier, sur l'avis
du Comité d'Etat-major, pour la
durée de l'utilisation de ces
forces par le Conseil de sécurité."

Les commandants en chef des
armées de terre, de mer et de
l'air, agissant sous l'autorité
du commandant ou des commandants
suprêmes dont il est question
ci-dessus, peuvent être nommés
par le Conseil de sécurité sur
avis du Comité d'Etat-major."

A N N E X E " A "

POSITION DES DELEGATIONS AU COMITE D'ETAT-MAJOR
PAR RAPPORT AUX ARTICLES DES PRINCIPES GENERAUX GOUVERNANT
L'ORGANISATION DES FORCES ARMEES, SUR LESQUELS L'UNANIMITE
N'A PAS ETE OBTENUE AU COMITE D'ETAT-MAJOR

I N D E X

CHAPITRE III

(Puissance d'ensemble des forces armées)

Article 7	Page 31
Article 8	Page 32

CHAPITRE IV

(Contribution de forces armées par les Nations Membres)

Article 11	Page 33
Article 16	Page 40
Article 17	Page 43

CHAPITRE V

(Utilisation des forces armées)

Article 20	Page 48
Article 21	Page 51

CHAPITRE VI

(Degré de préparation des forces armées)

Article 25	Page 53
------------	---------

CHAPITRE VII

(Fourniture d'assistance & facilités, y compris
les droits de passage pour les forces armées).

Article 26	Page 56
Article 27	Page 60
Article 28	Page 61

CHAPITRE VIII

(Besoins logistiques des forces armées)

Article 31	Page 64
------------	---------

CHAPITRE IX

(Emplacement général des forces armées)

Article 32	Page 68
Article 33	Page 72
Article 34	Page 74

CHAPITRE X

(Direction stratégique et commandement
des forces armées)

Article 41	Page 76
------------	---------

CHAPITRE III

PUISSANCE D'ENSEMBLE DES FORCES ARMEES

ARTICLE 7

Position de la délégation chinoise

La délégation chinoise accepte cet article; elle considère qu'en fixant la puissance d'ensemble des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité, il y a lieu de prendre en ligne de compte aussi bien la situation des Nations Membres intéressées que les besoins du Conseil de sécurité.

En ce qui concerne le principe d'égalité faisant l'objet de la proposition soviétique, voir la position de la Chine sur l'Article 11.

Position de la délégation française

Voir position de la délégation française à l'Article 11 ci-dessous.

Position de la Délégation de l'URSS

La Délégation de l'URSS accepte l'Article 7 sous réserve.

L'acceptation définitive de l'Article 7 par la Délégation de l'URSS dépendra de l'acceptation par les autres délégations du principe d'égalité en ce qui concerne la puissance et la composition des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité par les 5 membres permanents, comme il est établi dans la proposition de l'URSS à l'Article 11.

Position de la Délégation du Royaume-Uni

Les arguments de la Délégation du Royaume-Uni contre le principe d'égalité sont exposés au complet dans la position du Royaume-Uni concernant l'Article 11.

Position de la Délégation des Etats-Unis

Voir la position des Etats-Unis concernant l'Article 11, ci-dessous.

Article 8

Position de la délégation chinoise

La délégation chinoise considère que, du moment que le Conseil de sécurité a été investi, aux termes de l'Article 24 de la Charte, de la mission de maintenir la paix internationale, il n'est que logique qu'il soit qualifié pour entamer des négociations tendant à modifier la puissance d'ensemble des forces armées en fonction de la situation internationale du moment. C'est pourquoi la délégation chinoise accepte ce texte.

En ce qui concerne le principe d'égalité faisant l'objet de la proposition soviétique, voir la position de la Chine sur l'Article 11.

Position de la délégation française

Voir la position française dans l'Article 11 ci-dessous.

Position de la Délégation de l'URSS

La Délégation de l'URSS accepte l'Article 8 sous réserve. L'acceptation définitive de l'Article 8 par la Délégation de l'URSS dépendra de l'acceptation par les autres délégations du principe d'égalité en ce qui concerne la puissance et la composition des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité par les cinq membres permanents, comme il est établi dans la proposition de l'URSS à l'Article 11.

Position de la Délégation du Royaume-Uni

Les arguments de la Délégation du Royaume-Uni contre le principe d'égalité sont exposés au complet dans la position du Royaume-Uni concernant l'Article 11.

Position de la Délégation des Etats-Unis

Voir la position des Etats-Unis à l'Article 11 ci-dessous.

CHAPITRE IV

CONTRIBUTION DES FORCES ARMEES PAR LES NATIONS MEMBRES

ARTICLE 11

Position de la Délégation chinoise.

La délégation chinoise estime que l'esprit de la Charte fait ressortir par dessus tout l'importance du maintien ou du rétablissement de la paix internationale. C'est dans ce but que vont être organisées les forces armées des Nations Unies. Il semble donc à la délégation chinoise que la façon dont seront organisées ces forces armées importe moins que le fait que les Nations Unies doivent disposer d'une force de police efficace qui soit assez puissante pour sauvegarder la paix.

La Délégation de la Chine n'ignore nullement le fait que les membres permanents du Conseil de sécurité ont, en un sens, une égale responsabilité dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et ne conteste pas qu'il serait idéal de réaliser l'égalité jusque dans les moindres détails dans les contributions des membres permanents du Conseil de sécurité. Toutefois, le Comité d'Etat-Major ne doit pas être aveugle aux réalités de la situation actuelle. Les situations militaires des membres permanents présentent de larges différences, et la puissance combative de leurs forces armées n'est pas au même niveau. Il semble donc à la délégation chinoise qu'il serait tout à fait indésirable d'envisager dans ses détails un idéal irréalisable au moins au stade actuel, au préjudice de l'efficacité des forces internationales et d'affaiblir par là même les gardiens de la paix universelle.

Pour les raisons ci-dessus, la délégation chinoise préfère le texte qui a été accepté par les quatre délégations.

Position de la délégation française.

La délégation française pense que les contributions des Membres des Nations Unies doivent être déterminées en se basant sur les principes suivants :

A. En ce qui concerne la comparaison entre elles des contributions de chacun des cinq membres permanents, la délégation française se prononce pour l'égalité des responsabilités aussi bien que pour l'égalité du sacrifice et l'égalité des droits entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, mais considère qu'il serait utopique d'exiger de chacun d'eux des contributions égales en quantité et en qualité.

Pour ces raisons, la délégation française propose que les forces armées prévues par les accords spéciaux initiaux soient fournies sur le principe de contributions équivalentes par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Ainsi, la délégation française laisse de côté l'obligation pour les cinq membres permanents de fournir des forces de composition identique quant à leurs composantes de terre, de mer et de l'air, et insiste uniquement sur une puissance d'ensemble comparable des contingents.

La délégation française prévoit, au cas où il serait nécessaire d'accroître sensiblement la puissance d'ensemble des forces armées des Nations Unies, la fourniture par les cinq membres permanents, dans la mesure de leurs possibilités, de contributions additionnelles équivalentes, compte tenu des bases, de l'assistance et des facilités.

B. En ce qui concerne la comparaison des contributions des membres permanents et des autres nations Membres des Nations Unies, la délégation française pense que, dans son esprit, la Charte a confié la majorité des responsabilités aux cinq

membres permanents. On peut en trouver la preuve dans deux de ses dispositions essentielles :

- 1° - L'Article 27 exigeant la voix des cinq membres permanents pour l'adoption de toute décision du Conseil de sécurité sur une question qui ne soit pas une question de procédure. Au maximum de responsabilités doit correspondre le maximum d'obligations ;
- 2° - L'Article 106 qui confie aux cinq membres permanents la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales, en attendant l'entrée en vigueur des accords spéciaux prévus à l'Article 43 de la Charte.

Tant que la Charte restera en vigueur, sans modifications, cette responsabilité principale des cinq membres permanents demeurera le facteur décisif du système.

De plus, la délégation française pense qu'en pratique la supériorité considérable des membres permanents à tous points de vue (population, puissances économique et financière, étendue des territoires, répartition géographique de ces territoires) est telle que la majorité des forces armées des Nations Unies sera en tout temps fournie par les cinq membres permanents.

Position de la Délégation de l'URSS

Le principe d'égalité en ce qui concerne la contribution de forces armées par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, tel que le propose la Délégation de l'URSS, se base sur les dispositions de la Charte des Nations Unies qui fait reposer sur ces Etats la plus grosse part de la charge de maintenir la paix et la sécurité internationales, et ceci est conforme au fait qu'ils ont rang égal au Conseil de sécurité.

L'importance globale des forces armées placées à la disposition du Conseil de sécurité ne sera pas très considérable. Les cinq membres permanents pourront donc fournir ces forces suivant le principe d'égalité, c'est-à-dire apporter en contribution des

forces de terre, de mer et de l'air égales en importance et en composition. Le principe d'égalité ne permet d'avantager aucun membre permanent du Conseil de sécurité en ce qui concerne sa contribution en forces armées.

Le principe de "contributions équivalentes" proposé par les autres délégations pourrait permettre aux cinq membres permanents de fournir la majeure partie de leur contribution, pour certains en forces aériennes, pour d'autres en forces navales, pour un troisième groupe en forces terrestres, et ainsi de suite. Ceci conduirait à avantager certains Etats en ce qui concerne leur contribution en forces armées, ce qui serait en contradiction avec l'égalité de rang des cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

Position de la Délégation du Royaume-Uni.

La Délégation du Royaume-Uni estime que les différences que présentent, dans leur importance et leur composition, les trois armes des forces des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, doivent être l'un des principaux facteurs dont il faille tenir compte lors de l'évaluation de leurs contributions respectives aux forces armées des Nations Unies. Il paraît essentiel de maintenir autant que possible entre les cinq membres permanents l'égalité dans les sacrifices, et de garantir en même temps que le Conseil de sécurité dispose de forces armées parmi lesquelles il puisse choisir des forces équilibrées en vue d'une opération déterminée.

Selon la Délégation du Royaume-Uni, une règle rigide d'égalité ne peut être appliquée dans la pratique et d'ailleurs la Délégation de l'URSS a dû reconnaître dans sa proposition le besoin de dérogation à ce principe.

De plus, en acceptant des dérogations à ce principe, l'égalité de sacrifice des cinq membres permanents ne serait pas nécessairement

maintenus. D'autre part, la Délégation du Royaume-Uni estime que le principe des contributions d'ensemble comparables est le seul qui soit réaliste et qu'avec de la bonne volonté, du bon sens et des connaissances militaires, il peut être appliqué parmi les membres permanents du Conseil de sécurité, sans avantager l'un quelconque d'entre eux en particulier. Ainsi, la Délégation du Royaume-Uni est fermement convaincue que le principe des contributions d'ensemble comparables est le seul qui soit d'une application pratique.

Position de la Délégation des Etats-Unis.

La Délégation des Etats-Unis estime que l'objectif fondamental et dominant des principes généraux est la création et l'organisation de forces armées des Nations Unies qui soient efficaces. Les contributions de toutes les Nations Membres seront et doivent être, dans une large mesure, basées sur les possibilités et le consentement des Nations Membres et sur les besoins du Conseil de sécurité. Chaque Nation Membre doit avoir le droit d'offrir, au titre de sa contribution, telles forces qu'elle considère raisonnables et convenables. Chaque membre permanent doit avoir le droit d'apporter une contribution en forces armées, égale à la contribution de tout autre membre permanent sans cependant que ces contributions soient ni limitées ni restreintes par ce droit. Il incombera naturellement au Conseil de sécurité de déterminer si les contributions ainsi offertes sont acceptables. Il est souhaitable que ces forces proviennent de contributions apportées par les membres permanents, dont l'importance d'ensemble soit comparable et ne présente pas de grandes disproportions. Toutefois, aucun principe régissant les contributions nationales ne doit compromettre l'atteinte du but essentiel qui est la constitution de forces armées des Nations Unies efficaces.

Le "principe d'égalité" soviétique va à l'encontre de l'objectif ci-dessus et de l'Article 9 ; il ne peut de ce fait être accepté par les Etats-Unis. Ce principe a été interprété par la délégation soviétique comme signifiant que chacun des cinq membres permanents du Conseil de sécurité mettra des forces identiques à la disposition de ce dernier. La Puissance militaire de chacun des cinq membres permanents du Conseil de sécurité ne repose pas et ne reposera probablement jamais sur des forces militaires égales ou sur des forces de terre, de mer ou de l'air égales. Par conséquent, il ne faudra pas s'attendre à ce que les membres permanents fournissent des forces égales. Aux termes du "principe d'égalité", tel qu'il est défini par la Délégation de l'URSS ; chaque contribution et chaque élément de chacune des contributions fournis par les membres permanents seront limités du fait qu'ils devront être égaux, en puissance et en composition, à la contribution ou à l'élément le plus faible parmi ceux qui sont fournis par les membres permanents.

La Délégation des Etats-Unis reconnaît que la proposition soviétique prévoit que des dérogations au principe d'égalité pourront être permises par décision spéciale du Conseil de sécurité. Toutefois, la Délégation des Etats-Unis estime que si le but qui est de constituer des forces efficaces doit un jour se réaliser, les dérogations deviendront nécessairement la règle.

Dans les débats qui ont abouti à la rédaction de cet Article, s'est posée la question suivante : les membres permanents du Conseil de sécurité devront-ils fournir en tout temps la majeure partie des forces armées à placer à la disposition du Conseil de sécurité ? Certaines délégations ont déclaré qu'à leur avis la majeure partie de ces forces

armées devra toujours être fournie par les Membres permanents du Conseil de sécurité . Bien que cette conception ait cessé d'être implicite dans les propositions formulées par cet article, la Délégation des Etats-Unis tient néanmoins à énoncer sa position à l'égard de ce principe.

"La Délégation des Etats-Unis reconnaît que les Membres permanents du Conseil de sécurité doivent fournir initialement la majeure partie des forces armées, afin de faciliter la création rapide de ces forces ainsi que le stipule l'Article 10. Il peut se faire que les contributions des autres nations ne dépassent jamais celles des cinq membres permanents . Cependant, la Délégation des Etats-Unis ne peut pas reconnaître qu'il en soit nécessairement toujours ainsi. Il peut arriver que les possibilités collectives de ceux des Membres des Nations Unies qui ne sont pas membres permanents du Conseil de sécurité viennent un jour à dépasser les possibilités des cinq membres permanents du Conseil de sécurité : dans ce cas, la Délégation des Etats-Unis ne voit pas de raison pour que les contributions des autres Membres des Nations Unies ne puissent dépasser celles des membres permanents du Conseil de sécurité .

"C'est pourquoi la Délégation des Etats-Unis, tenant compte des intérêts nationaux de tous les Membres des Nations Unies est opposée à énoncer comme un principe permanent que les cinq membres permanents fourniront en tout temps la majeure partie des forces armées.

ARTICLE 16

Position de la délégation chinoise

Etant donné le fait que l'aviation est essentielle pour pouvoir entreprendre une action militaire rapide, la délégation chinoise estime qu'il y a lieu de prendre en considération, lors de la fixation de l'importance des contributions nationales en forces aériennes apportées par les Nations Membres, les obligations découlant de l'Article 45 de la Charte. Elle préfère donc le texte de l'article adopté par les quatre délégations.

Position de la délégation française

La délégation française estime que les obligations découlant de l'Article 45 de la Charte doivent être prises en considération lorsque seront négociés les accords spéciaux prévus par l'Article 43 de la Charte. Elle estime que les contingents nationaux auxquels il est fait allusion dans l'Article 45 de la Charte ne constituent qu'une fraction des forces aériennes mises à la disposition du Conseil de sécurité en exécution des accords spéciaux auxquels il est fait allusion ci-dessus.

Position de la délégation de l'URSS

Les Principes généraux régissant l'organisation des forces armées doivent concerner toutes les armées, à savoir les armées de terre, de mer et de l'air, et se baser sur les dispositions de l'Article 43 de la Charte.

L'examen de l'Article 45 ne pourra prendre place qu'après achèvement de l'étude de l'Article 43, et conclusion des accords spéciaux. Après conclusion de ces accords, le Conseil de sécurité, assisté du Comité d'Etat-major, fixera, aux termes de l'Article 45, quelle est la fraction de la totalité des contingents nationaux de forces aériennes, mis à la disposition du Conseil de sécurité, en vertu des accords spéciaux qui devra

être tenue prête à intervenir sans délai pour l'exécution, en cas de nécessité, de mesures militaires urgentes.

Les propositions des autres délégations, énoncées sous l'Article 17 des principes généraux quant à l'apport des contributions nationales en forces aériennes, se rapportent à l'Article 45 et ne peuvent, pour les raisons indiquées ci-dessus, être justifiées.

Position de la Délégation du Royaume-Uni

La Délégation du Royaume-Uni n'est pas, comme l'est la Délégation de l'URSS, d'avis que les dispositions de l'Article 45 de la Charte ne doivent pas se refléter dans les principes généraux. En effet, la Délégation du Royaume-Uni estime que ces dispositions devront être prises en considération lors de la négociation des accords spéciaux prévus par l'Article 45 de la Charte.

L'Article 45 de la Charte traite de l'importance, de la composition et du degré de préparation des contingents nationaux de forces aériennes. La Délégation du Royaume-Uni estime que ces trois facteurs doivent apparaître séparément sous des chapitres appropriés des principes généraux.

La Délégation du Royaume-Uni considère que la mise en application de l'Article 45 doit être poursuivie selon la méthode suivante :

- a. en fixant l'importance et la composition du total des contributions nationales en forces aériennes, il y aura lieu de prendre en considération les obligations découlant de l'Article 45 de la Charte;
- b. les contingents de forces aériennes destinés à l'action prévus par l'Article 45 de la Charte seront prélevés parmi les contributions nationales de forces aériennes apportées en vertu de l'Article 45 de la Charte
- c. le Conseil de sécurité, sur avis du Comité d'Etat-major, invitera les Nations Membres à maintenir les contingents

de forces aériennes choisies dans ce but à un degré de préparation élevé.

La Délégation du Royaume-Uni estime que la proposition de la Délégation de l'URSS, rédigée selon les termes mêmes de l'Article 45 ne donne pas une interprétation complète, du point de vue militaire, de cet Article.

Position de la Délégation des Etats-Unis

La Délégation des Etats-Unis interprète l'Article 45 de la Charte comme mettant certains contingents déterminés des contributions nationales en forces aériennes à la disposition du Conseil de sécurité, dans le but particulier de doter les Nations Unies d'un moyen de prendre des mesures militaires urgentes. Il sera nécessaire de créer ces contingents particuliers en tant qu'éléments partiels des contributions nationales d'ensemble en forces aériennes. Cette nécessité constituera l'un des facteurs principaux qui entreront en ligne de compte lorsqu'il s'agira de fixer la puissance et la composition des contributions nationales en forces aériennes. La Délégation des Etats-Unis estime qu'il convient parfaitement d'introduire, dans le chapitre sur le principe régissant les contributions nationales en vertu de l'Article 45 de la Charte, un article qui garantisse la reconnaissance de celles des obligations qui découlent de l'Article 45 de la Charte.

La proposition soviétique pour cet article ne traite que de la puissance et de la composition des contingents spéciaux de forces aériennes envisagés à l'Article 45 de la Charte. Quand bien même cette question ainsi limitée doive revêtir une grande importance lors de la mise sur pied de ces contingents, la Délégation des Etats-Unis estime qu'il n'y a pas lieu de l'introduire dans le chapitre traitant

des contributions nationales d'ensemble en forces armées.

ARTICLE 17

Position de la délégation chinoise

La délégation chinoise soutient cet article en raison des considérations suivantes :

- 1) Il est incontestable qu'une Nation Membre, lorsque l'existence de son gouvernement légitime se trouve être menacée, doit avoir le droit d'utiliser pour sa légitime défense, celles de ses forces armées qu'elle a mises à la disposition du Conseil de sécurité.
- 2) Certains troubles intérieurs peuvent donner naissance à des conflagrations mondiales. Par exemple, un acte de violence illégal commis dans le but de renverser un gouvernement légitime peut, s'il n'est pas immédiatement mis en échec, mettre en danger la paix et la sécurité internationales. L'utilisation par une Nation Membre des forces armées qu'elle a apportées en contribution aux forces armées des Nations Unies, dans de pareil cas, ne serait rien de plus qu'une action destinée à étouffer dans l'oeuf une perturbation de la paix internationale, et se trouverait de la sorte en conformité parfaite avec l'objet des forces armées des Nations Unies.
- 3) S'il était permis aux Nations Membres de faire emploi, en cas d'urgence nationale, des forces armées qu'elles ont mises à la disposition du Conseil de sécurité, la puissance d'ensemble des forces armées normalement entretenues en temps de paix par certaines Nations Membres serait réduite dans une certaine mesure, et une telle réduction éventuelle serait davantage conforme au désir universel d'un désarmement mondial.

- 4) Outre les cas ci-dessus mentionnés, la délégation chinoise reconnaît avec la délégation française que l'expression "urgence nationale" s'applique également à des catastrophes, telles qu'inondations, incendies et autres, qui exigent des forces armées qui sont proches, une aide immédiate.

Position de la délégation française

La délégation française estime qu'il serait impossible d'utiliser des masses importantes, conformément aux besoins de la manoeuvre, sans que ne soient connus de manière suffisamment précise quel organisme responsable de la direction stratégique, soit l'emplacement des éléments constitutifs de ces masses et leur degré de mise sur pied et de mise en condition, soit la date de leur livraison en ordre de combat dans une zone déterminée.

Les forces armées à mettre à la disposition du Conseil de sécurité n'échappent évidemment pas à cette règle élémentaire de stratégie et nous serions complètement désarmés si les Nations Membres ne s'y pliaient pas et entendaient disposer comme bon leur semble de forces qu'elles auraient désignées comme devant être mises, sur sa demande, à la disposition du Conseil de sécurité, jusqu'au jour de leur mise à disposition. La délégation française estime donc que tout déplacement de ces forces, de nature à modifier leur emplacement général ou leur délai d'intervention, fixé par les accords spéciaux, doit être soumis à l'approbation du Conseil de sécurité. C'est bien entendu là un certain abandon de souveraineté que le gouvernement français est prêt à accepter si les autres gouvernements font de même, pour donner au système de sécurité recherché sa pleine efficacité.

Mais les dispositions précitées doivent recevoir certains assouplissements dans certains cas d'urgence, ou l'accord du Conseil de sécurité n'aurait pas le temps d'être pris.

Ce sont :

1. Le cas de légitime défense parfaitement couvert par l'Article 51 de la Charte, et qui mérite en conséquence, comme tous les autres, de trouver place, dans son principe d'application militaire, à l'intérieur de notre document.

2. Le cas d'urgence nationale. Il faut entendre par là :

a. Certains grands cataclysmes de la nature, inondations, incendies, conditions atmosphériques exceptionnelles, qui peuvent imposer, pour un temps, à une Nation Membre, l'utilisation immédiate des forces armées les plus proches du cataclysme, sans que le moindre préavis ne puisse être donné au Conseil de sécurité. Ce sont là des circonstances exceptionnelles, mais qu'il faut prévoir.

b. L'urgence nationale couvre également le cas où le gouvernement d'une Nation Membre, c'est-à-dire par définition un gouvernement démocratique et légitime, tenant de sa constitution nationale ses pouvoirs légaux et ses responsabilités vis-à-vis de son peuple ou de ses peuples, serait menacé par une fraction qui chercherait, par des moyens illégaux, à s'emparer du pouvoir. Il paraît impossible de ne pas reconnaître à ce gouvernement le même droit absolu de légitime défense vis-à-vis d'une agression armée intérieure que celui qui lui est accordé par l'Article 51 de la Charte vis-à-vis d'une agression armée venue de l'extérieur et, par conséquent, d'utiliser tous les moyens qu'il juge nécessaires et, éventuellement, les forces armées qu'il entend consacrer aux Nations Unies.

Nier ce droit serait contraire à toutes les dispositions de droit public en usage dans les nations civilisées. Nier cette éventualité serait contraire à l'évidence; ne pas envisager franchement les incidences sur l'utilisation

des forces armées à mettre à la disposition du Conseil de sécurité serait ne pas remplir complètement notre tâche vis-à-vis du Conseil de sécurité.

Position de la Délégation de l'URSS

Il est superflu d'introduire l'Article 17 dans les principes généraux, car l'Article 51 de la Charte préserve, de façon adéquate, le droit des Nations Membres d'utiliser leurs forces armées en cas de légitime défense contre une agression par les armes.

La Charte des Nations Unies ne traite nulle part des cas d' "urgence" dont font état les propositions des délégations chinoise et française. L'introduction de la notion d' "urgence" pourrait soulever une interprétation de l'Article 51 de la Charte qui risque de s'écarter du sens réel de cet Article.

La Délégation de l'URSS estime que la notion qui apparaît à l'Article 51 ne nécessite aucune interprétation supplémentaire.

Position de la délégation du Royaume-Uni

La Délégation du Royaume-Uni maintient qu'en cas de légitime défense, l'Article 51 de la Charte représente, pour les Nations Membres, une garantie satisfaisante. La Délégation du Royaume-Uni ne peut accepter l'introduction de l'Article 17 dans les principes généraux pour les raisons suivantes :

- a. La Charte des Nations Unies ne comporte pas de disposition particulière qui permette, en cas d'urgence nationale, de relever une Nation Membre de ses obligations découlant de la Charte;
- b. Il est impossible de définir avec précision l'expression "urgence nationale". L'introduire dans les principes généraux laisserait donc aux Nations Membres une porte ouverte pour se dérober à leurs obligations.

La Délégation du Royaume-Uni estime que si dans un cas d'urgence qui ne serait pas strictement prévu par l'Article 51; une Nation Membre se voyait obligée de mettre en action des forces armées qu'elle avait destinées au Conseil de sécurité, cette Nation Membre n'éprouverait pas de difficultés à justifier son action.

Position de la Délégation des Etats-Unis

La Délégation des Etats-Unis estime que les cas de légitime défense sont traités de façon suffisante dans l'Article 51 de la Charte. L'expression "urgence nationale" est vague et difficile à définir. L'adoption de cet article permettrait vraisemblablement à une Nation Membre, dans de nombreux cas qui ne sont pas prévus par la Charte, de retenir les forces armées qu'elle a accepté de mettre à la disposition du Conseil de sécurité, sur sa demande. En fait, l'article proposé permettrait l'abrogation unilatérale d'un accord par une Nation Membre, du fait que l'autre partie prenante du traité, le Conseil de sécurité, n'aurait pas été consulté. La Délégation des Etats-Unis estime que le Conseil de sécurité et les autres Nations Membres prendront en considération les cas dans lesquels il serait nécessaire à une Nation Membre d'utiliser la totalité de ses forces armées, y compris celles qu'elle a mises à la disposition du Conseil de sécurité, dans un but de légitime défense individuelle ou collective, en cas d'attaque par les armes, déclenchée par qui que ce soit, contre une Nation Membre. Il en serait de même si des circonstances extraordinaires et provisoires dépendant de la juridiction intérieure d'une Nation Membre obligeaient cette Nation à utiliser pour un temps la totalité de ses forces armées.

Pour ces raisons, la Délégation des Etats-Unis ne peut accepter l'introduction de cet article dans les principes généraux.

CHAPITRE V

UTILISATION DES FORCES ARMEES

Article 20

Position de la délégation chinoise

La Délégation chinoise ne peut pas accepter comme articles 20 et 21, les textes proposés par la délégation soviétique en raison des considérations suivantes :

- 1) Lorsque les forces armées auront exécuté leurs missions, elles devront être ramenées sur leur "emplacement général" qui sera défini dans les accords spéciaux prévus à l'Article 43 de la Charte.
- 2) Le délai de retrait des forces armées des Nations Unies après une opération ne peut être fixé d'avance. Il doit être déterminé par le Conseil de sécurité en fonction de la situation du moment.

La délégation chinoise accepte donc le texte qui a été accepté par les quatre délégations étant donné que l'expression "emplacement général" est conforme à l'Article 43 de la Charte et que la fixation du délai des troupes est laissée au Conseil de sécurité.

Position de la délégation française

La délégation française considère qu'on ne saurait mieux définir le lieu de retrait des forces armées qu'en se référant à l'expression employée au paragraphe 2 de l'Article 43 de la Charte; les troupes devront être retirées sur les "emplacements généraux" qui seront fixés par les accords spéciaux prévus à l'Article 43 de la Charte.

Une telle expression a le mérite de ne prêter ni à confusion, ni à divergences d'interprétation, puisque cet "emplacement général" sera parfaitement défini dans les Accords spéciaux.

La délégation française, tout en reconnaissant l'intérêt que présenterait la fixation d'un délai précis pour le retrait

des troupes, estime cependant qu'il est pratiquement impossible de déterminer à priori de tels délais, soit maintenant, soit lors de la conclusion des accords spéciaux, étant donné l'ignorance où l'on se trouve des conditions qui prévaudront à l'issue d'une opération déterminée.

La délégation française estime, dans ces conditions, qu'il suffit de prescrire que les forces devront être retirées aussitôt que possible après l'accomplissement de leur mission, les Nations Membres s'engageant à respecter les délais qui seront fixés par le Conseil de sécurité.

Position de la Délégation de l'URSS

La proposition de la Délégation de l'URSS, en ce qui concerne le retrait des forces armées des Nations Membres, après l'exécution des mesures entreprises aux termes de l'Article 42 de la Charte, prévoit un délai concret pour le retrait de ces forces armées; celles-ci seront donc remises à la disposition de la Nation Membre qui les a fournies.

Le fait que les accords spéciaux, conclus en vertu de l'Article 43 de la Charte, spécifierait le délai de retrait des forces armées, constituera pour les Nations Membres une garantie que les forces armées qu'elles ont mises à la disposition du Conseil de sécurité ne seront pas retenues plus longtemps que ne le nécessite leur utilisation par le Conseil de sécurité.

Position de la Délégation du Royaume-Uni

La Délégation du Royaume-Uni estime qu'il y a lieu dans le principe du retrait des forces armées, d'établir les deux points suivants :

- a) les forces armées, après qu'elles auront accompli leur tâche, doivent être ramenées sur leurs emplacements généraux, tels qu'ils sont régis par les accords spéciaux;
- b) le Conseil de sécurité doit déterminer le délai dans lequel doit s'opérer leur retrait.

La Délégation du Royaume-Uni ne peut pas accepter le texte soviétique : elle considère en effet que ce texte fixe d'une façon trop rigide les emplacements sur lesquels les forces armées peuvent être ramenées, et qu'il va au-delà des principes que la Délégation du Royaume-Uni est disposée à accepter sous le Chapitre IX (Emplacement général des forces armées).

En ce qui concerne le délai dans lequel doit s'opérer le retrait, la Délégation du Royaume-Uni estime qu'il n'est pas possible, en pratique, ni maintenant ni lors de l'élaboration des accords spéciaux, d'indiquer un délai précis. Il est essentiel de laisser au Conseil de sécurité le soin de fixer ce délai : le Conseil de sécurité le fera en tenant compte de la situation du moment.

Position de la Délégation des Etats-Unis

La Délégation des Etats-Unis estime que les forces armées doivent être ramenées sur les emplacements spécifiés dans les accords spéciaux; ces emplacements peuvent être autres que les propres territoires nationaux d'une Nation, si le stationnement des forces armées dans d'autres zones est spécifié dans les accords spéciaux. S'il est établi que les forces armées doivent être ramenées sur l'emplacement général régi par l'accord spécial ou les accords spéciaux passés aux termes de l'Article 43 de la Charte, ces zones recevront certainement l'assentiment du Conseil de sécurité et des Nations Membres intéressées.

Cet article est conforme aux principes des Nations Unies, puisque son texte découle de la Charte. Il est impossible, que ce soit maintenant ou lors de la négociation des accords spéciaux, de fixer le délai dans lequel devra être effectué le retrait des forces armées, car ce délai dépendra, dans chaque cas, de la situation du moment, qui est imprévisible. La fixation du délai est une prérogative du Conseil de sécurité. La Délégation des Etats-Unis estime que le Comité d'Etat-major ne doit adopter

aucun principe qui soit de nature à restreindre cette autorité du Conseil de sécurité.

ARTICLE 21

Position de la délégation chinoise

(Voir position chinoise à l'égard de l'Article 20 ci-dessus).

Position de la délégation française

(Voir position française à l'égard de l'Article 20 ci-dessus).

Position de la Délégation de l'URSS

Le principe énoncé dans la proposition formulée par la Délégation de l'URSS, qui spécifie le délai de retrait des forces armées des territoires ou des eaux territoriales des Nations Membres, garantira à ces Nations Membres que les forces armées des autres Nations Membres évacueront leurs territoires et leurs eaux territoriales dans les délais fixés, et ne seront pas retenues plus longtemps qu'il ne sera nécessaire pour l'exécution des missions qui leur ont été confiées en vertu de l'Article 42 de la Charte.

La réduction de ces délais éliminerait les difficultés supplémentaires qui découleraient, pour les Nations Membres des Nations Unies, d'un stationnement, prolongé au-delà de la période nécessaire, sur leurs territoires, de forces armées d'autres Nations Membres.

Position de la Délégation du Royaume-Uni

La Délégation du Royaume-Uni ne peut pas accepter le texte proposé pour cet Article par la Délégation de l'URSS, pour les mêmes raisons qui l'empêchent d'accepter le texte de l'URSS pour l'Article 20. La Délégation du Royaume-Uni estime aussi que l'Article 21 de l'URSS est superflu, pour les raisons suivantes :

- a. L'Article 20, accepté par la Délégation du Royaume-Uni donne déjà la garantie du retrait des forces armées dans un délai qu'il appartient au Conseil de sécurité de fixer.
- b. Il serait illogique et superflu de faire une distinction rigide entre le retrait des troupes du territoire d'une Nation ou de Nations coupables d'agression d'une part, et de l'autre, du territoire ou des territoires sur lesquels des facilités ont été offertes par des Nations Membres aux forces armées des Nations Unies;
- c. Toute l'opération du retrait sera contrôlée par le Conseil de sécurité sur avis du Comité d'Etat-major, afin d'en assurer l'exécution aussi rapide que possible.

Position de la Délégation des Etats-Unis

La Délégation des Etats-Unis estime que les dispositions de cet article figurent déjà dans l'Article 20 qui est accepté par quatre délégations. Le texte de l'Article 20 ne spécifie pas les territoires desquels se retireront les forces armées, mais il implique non seulement le territoire d'un Etat qui a violé la paix, mais encore les territoires d'autres Nations Membres sur lesquels les forces armées ont pu être stationnées aux fins d'exécuter les missions qui leur avaient été confiées.

CHAPITRE VI

DÉGRE DE PRÉPARATION DES FORCES ARMÉES

ARTICLE 25

Position de la Délégation chinoise

La Délégation chinoise estime qu'étant donné les caractéristiques de l'arme aérienne, le principe du degré de préparation serait incomplet s'il n'y était pas mentionné les forces aériennes qui font l'objet particulier de l'Article 45 de la Charte.

La délégation chinoise estime donc que la partie de l'Article 45 qui se réfère au degré de préparation des contingents de forces aériennes, doit faire l'objet d'un article distinct traitant des mesures militaires urgentes.

La délégation chinoise préfère ce texte au texte de l'URSS car il a l'avantage de souligner le fait que le degré de préparation de ces contingents doit être tel qu'il leur permette d'exécuter des missions militaires urgentes et se trouve donc plus conforme à la notion de disponibilité immédiate contenue à l'Article 45 de la Charte.

Position de la délégation française

La délégation française a indiqué, à l'occasion de l'Article 16, sa position concernant la puissance et la composition des contributions de forces aériennes par les Nations Membres. Elle estime que le degré de préparation de la fraction de ces forces aériennes destinées à l'exécution des mesures prévues par l'Article 45 de la Charte, doit être fixé en prenant en considération les obligations découlant de cet article.

Position de la délégation de l'URSS . .

Les principes généraux régissant l'organisation des forces armées doivent concerner toutes les armées, à savoir les armées de terre, de mer et de l'air, et se baser sur les dispositions de l'Article 43 de la Charte.

L'examen de l'Article 45 ne pourra prendre place qu'après achèvement de l'étude de l'Article 43, et conclusion des accords spéciaux. Après conclusion de ces accords, le Conseil de sécurité, assisté du Comité

d'Etat-major, fixera, aux termes de l'Article 45, quelle est la fraction de la totalité des contingents nationaux de forces aériennes, mis à la disposition du Conseil de sécurité en vertu des accords spéciaux, qui devra être tenue prête à intervenir sans délai pour l'exécution, en cas de nécessité, de mesures militaires urgentes.

Les propositions des autres délégations, énoncées sous l'Article 16 des principes généraux quant à l'apport des contributions nationales en forces aériennes, se rapportent à l'Article 45 de la Charte, et ne peuvent, pour les raisons indiquées ci-dessus, être justifiées.

Position de la Délégation du Royaume-Uni

Pour les raisons indiquées dans la position de la Délégation du Royaume-Uni sur l'Article 16, celle-ci considère que le Chapitre VI doit comporter une mention spéciale du degré de préparation des contingents nationaux de forces aériennes, conforme aux dispositions de l'Article 45 de la Charte.

Position de la Délégation des Etats-Unis

Ainsi qu'elle l'a précédemment déclaré à l'occasion de l'Article 16, la Délégation des Etats-Unis interprète l'Article 45 de la Charte comme l'engagement de la part des Nations Membres de tenir à disposition immédiate du Conseil de sécurité certains contingents déterminés de leurs contributions nationales en forces aériennes, afin de permettre aux Nations Unies de prendre des mesures militaires urgentes. Ce qui est implicite dans cet article de la Charte, c'est le caractère de disponibilité immédiate de ces contingents spéciaux, et qui est bien distinct du degré de préparation qui doit régir le reste des contributions nationales en forces aériennes. La Délégation des Etats-Unis considère qu'il est essentiel de faire une distinction nette quant au degré particulier de préparation exigé des contingents de forces aériennes prévus par l'Article 45 de la Charte. La Délégation des Etats-Unis considère que cette distinction est faite de façon adéquate dans le chapitre qui traite du degré de préparation des forces armées.

La proposition de la délégation soviétique pour cet article ne met pas nettement en évidence le degré de préparation particulier exigé des contingents de forces aériennes prévus par l'Article 45 de la Charte. La proposition soviétique ne reconnaît pas non plus de façon convenable que le caractère de disponibilité immédiate de ces contingents est essentiel pour faire face à l'urgence de mesures militaires envisagées par l'Article 45 de la Charte.

CHAPITRE VII

FOURNITURE D'ASSISTANCE ET FACILITE, Y COMPRIS LES DROITS DE PASSAGE POUR LES FORCES ARMÉES

ARTICLE 26

Position de la Délégation chinoise

La Délégation chinoise estime que les bases doivent être mentionnées dans les principes généraux pour deux raisons :

- 1) Selon l'interprétation qu'en donne la délégation chinoise, l'Article 43 de la Charte prévoit implicitement les "bases" dans les mots "assistance et facilités".
- 2) Les bases terrestres, navales et aériennes sont indispensables à la conduite des opérations selon les méthodes modernes.

En outre, la délégation chinoise accepte ce texte parce qu'il comporte les points suivants :

- 1) Il donne une garantie générale concernant la fourniture des bases disponibles et des droits de passage et constitue de la sorte la base juridique des accords spéciaux conclus en vertu de l'Article 43 de la Charte.
- 2) Il est plus souple, car il envisage les cas où les Nations Membres voudront énumérer les bases dans les accords initiaux, et les cas où elles ne le voudront pas.
- 3) Il prévoit les nouveaux besoins, nés de l'évolution de la situation mondiale, en fonction de laquelle des Accords supplémentaires réglant le détail des bases et de toutes assistance et facilités, y compris droits de passage, pourront être conclus de manière plus opportune.

Position de la délégation française

La délégation française estime que les bases représentent un élément d'une importance vitale dans l'utilisation des forces armées. Elle estime donc qu'il est impossible de passer cette question sous silence dans les principes généraux.

Sur le fond de l'Article 26, la délégation française considère que :

- 1°) des accords spéciaux doivent énumérer les bases mises à la disposition du Conseil de sécurité par les Nations Membres.

La Charte n'impose pas aux Nations Membres de mettre à la disposition du Conseil de sécurité la totalité de leurs ressources et notamment toutes leurs bases. L'Article 43 de la Charte prescrit que les Nations Membres des Nations Unies s'engagent à mettre à la disposition du Conseil de sécurité, conformément à un accord spécial ou à des accords spéciaux, les forces armées, l'assistance et les facilités nécessaires au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Les Nations Membres doivent évidemment connaître avec exactitude les bases qu'elles doivent maintenir en état de préparation de manière à ne pas disperser leurs efforts. Si les bases n'étaient pas énumérées dans les accords spéciaux, il serait indispensable de conclure des accords particuliers au moment de l'alerte et la négociation de tels accords entraînerait une perte de temps qui serait profitable à l'agresseur.

Au cas cependant où les bases, assistance et facilités précitées ne seraient pas suffisantes pour la conduite d'opérations dans une zone donnée, la garantie est donnée au Conseil de sécurité qu'il pourra obtenir dans les accords spéciaux supplémentaires à conclure avec les Nations Membres, telles bases, assistance et facilités qui lui sont indispensables.

La proposition française est dans l'esprit du Chapitre II (Composition des forces armées) : toutes les délégations ont en effet estimé au moment de l'étude de cet article,

que la puissance d'ensemble des forces armées des Nations Unies devait être limitée à celle nécessaire pour mener à bien les mesures ordonnées par le Conseil de sécurité. Cette considération s'applique évidemment aussi bien aux bases et aux facilités qu'aux forces armées proprement dites.

2°) les accords spéciaux ne sauraient contenir de dispositions détaillées relatives à l'assistance et aux facilités accordées par les Nations Membres. Les dispositions relatives à la durée et aux autres modalités d'exercice des droits ainsi ouverts aux forces opérant sous la direction du Conseil de sécurité devront figurer dans des accords particuliers conclus au moment opportun.

Position de la Délégation de l'URSS

L'Article 43 de la Charte oblige les Nations Membres à mettre à la disposition du Conseil de sécurité des forces armées, de l'assistance et des facilités, y compris droit de passage, mais ne contient aucune disposition obligeant les Nations Membres à fournir des bases.

La Délégation de l'URSS estime que cette question de fourniture de bases par les Nations Membres des Nations Unies n'a pas de relations avec les principes généraux.

Position de la Délégation du Royaume-Uni

La Délégation du Royaume-Uni estime que ce paragraphe doit comprendre :

a. une garantie générale de fournir bases disponibles et droits de passage,

et,

b. une disposition prévoyant l'inclusion des détails concernant les bases, l'assistance et les facilités, soit dans les accords initiaux, soit dans les accords ultérieurs, qui doivent être conclus en temps opportun.

La Délégation du Royaume-Uni ne peut accepter le point de vue de la Délégation de l'URSS tendant à exclure la question de la fourniture des bases des principes généraux, sous prétexte que les bases ne sont pas expressément mentionnées dans l'Article 43 de la Charte. La Délégation du Royaume-Uni estime que la possibilité pour les forces armées des Nations Unies de faire usage de bases des Nations Membres dans des conditions qui auraient été acceptées, est l'une des facilités essentielles que l'Article 43 de la Charte qualifie de "nécessaires au maintien de la paix et de la sécurité internationales"; les forces armées des Nations Unies ne seraient en effet pas en mesure d'entreprendre une action efficace si elles n'étaient assurées de pouvoir disposer de telles facilités.

La délégation du Royaume-Uni ne peut accepter davantage la proposition de la Délégation française qui prévoit l'obligation de préciser, dans les accords spéciaux initiaux, l'assistance et les facilités, y compris droits de passage et bases.

Etant donné que l'évaluation de tous les besoins des forces armées des Nations Unies ne peut être étudiée en détail qu'en fonction d'une situation déterminée, la Délégation du Royaume-Uni estime que les accords initiaux passés en vertu de l'Article 43 de la Charte doivent contenir une garantie générale en ce qui concerne les droits de passage et les bases, mais que les détails particuliers et les modalités de leur fourniture ne doivent apparaître que dans les accords passés ultérieurement, en temps opportun.

Position de la Délégation des Etats-Unis

Les accords spéciaux initiaux passés entre le Conseil de sécurité et les Nations Membres, conformément à l'Article 43 de la Charte, doivent comprendre des garanties générales concernant les droits de passage et l'usage des bases disponibles, nécessaires aux forces armées des Nations Unies. Ceci est nécessaire pour

que le Conseil de sécurité puisse avoir, lorsqu'il dresse les plans d'utilisation des forces armées, la liberté d'action qui lui donne la garantie de pouvoir disposer des bases existantes. La garantie qui figure à l'alinéa a. de l'Article 26 ne s'applique qu'aux bases disponibles et n'oblige pas une Nation à fournir des facilités qu'elle ne possède pas normalement. De telles facilités supplémentaires sont traitées à l'alinéa b. concernant les dispositions particulières.

Les détails se rapportant à la fourniture de l'assistance, des facilités et des droits de passage, y compris les listes des bases, peuvent être spécifiés soit dans les accords initiaux, soit dans les accords ultérieurs, conclus en temps opportun. De tels accords ultérieurs peuvent de temps à autre s'avérer nécessaires au fur et à mesure de l'évolution de la situation mondiale. La Délégation des Etats-Unis souligne le fait que tous ces Accords, y compris les accords ultérieurs, seront passés en conformité avec l'article 43 de la Charte. Une garantie générale figurant dans les accords initiaux doit assurer au Conseil de sécurité l'usage des bases disponibles des Nations Unies.

La Délégation des Etats-Unis considère non seulement que les bases sont comprises dans l'expression " assistance et facilités ", mais elle estime de plus que les bases représentent l'élément essentiel de cette expression, les éléments secondaires étant représentés par les moyens de communication, les services météorologiques et autres. Par conséquent, la Délégation des Etats-Unis estime que cet élément essentiel doit être clairement et expressément mentionné dans le principe régissant l'assistance et les facilités.

Article 27

POSITION DE LA DELEGATION CHINOISE

La Délégation chinoise estime qu'un article concernant la souveraineté des bases et autres facilités placées à la disposition du Conseil de sécurité est nécessaire. L'article accepté par la délégation chinoise reconnaît à une Nation Membre le droit de conserver la souveraineté, le commandement

et le contrôle sur les bases et les autres facilités que celle-ci a mises à la disposition du Conseil de sécurité.

Position de la délégation française

La délégation française estime qu'il est nécessaire d'introduire cet article dans le document sur les principes généraux, car elle considère que le maintien de la souveraineté nationale est indispensable si l'on veut que les Nations Membres consentent à mettre des bases et autres facilités à la disposition du Conseil de sécurité.

Position de la Délégation de l'URSS .

La Délégation de l'URSS. ne peut accepter l'Article 27 pour les motifs qui apparaissent dans l'exposé de sa position sur l'Article 26.

Position de la Délégation du Royaume-Uni

La Délégation du Royaume-Uni soutient cet article qu'elle considère nécessaire à la sauvegarde de l'ensemble des droits de souveraineté et de contrôle d'une Nation Membre, lorsque cette Nation Membre place des bases et d'autres facilités à la disposition du Conseil de sécurité.

Position de la Délégation des Etats-Unis

La Délégation des Etats-Unis estime qu'il est important que chaque Nation Membre soit assurée de retenir la souveraineté, la direction et le commandement des bases et des autres facilités qu'elle met à la disposition du Conseil de sécurité. Elle estime qu'il est essentiel que cet article soit introduit dans les principes généraux.

Article 28

POSITION DE LA DELEGATION CHINOISE

Les facilités et l'assistance jouant un rôle important dans la conduite des opérations, il doit être tenu compte de leur valeur par le Conseil de sécurité, sur avis du Comité d'Etat - major,

...

lorsqu'il est demandé aux membres permanents du Conseil de sécurité de fournir des contributions additionnelles à l'occasion d'une action coercitive prévue au Chapitre VII de la Charte.

Position de la Délégation française

La délégation française a déjà pris position, en acceptant l'Article 8 (Chapitre III, puissance d'ensemble) sur la possibilité d'une augmentation importante, au cas où la situation l'exigerait, des contributions initialement fournies par les Nations Membres aux Nations Unies.

Il est évident que le principe de contributions équivalentes en forces armées est d'une application possible quand il s'agit de forces peu considérables, mais les possibilités très différentes des cinq membres permanents du Conseil de sécurité ne leur permettent pas de respecter ce même principe au cas où le volume de ces contributions serait très sensiblement augmenté. C'est pour cette raison que la délégation française estime que l'équivalence des contributions supplémentaires éventuelles entre les membres permanents du Conseil de sécurité ne pourrait être obtenue que compte tenu à la fois des forces armées, des bases, de l'assistance et des facilités.

Position de la Délégation de l'URSS

La Délégation de l'URSS ne peut pas accepter l'Article 28, parce que cet article ne tient pas compte du principe d'égalité dans la contribution en forces armées par les membres permanents du Conseil de sécurité, tel qu'il est énoncé à la proposition de l'URSS pour l'article 11 des principes généraux.

Position de la Délégation du Royaume-Uni

La Délégation du Royaume-Uni a recommandé à l'Article 26 qu'une Nation Membre doit donner l'assurance générale de fournir des bases disponibles en fonction des besoins du Conseil de sécurité, mais la Délégation du Royaume-Uni se rend compte du fait qu'il n'est pas possible dans la pratique d'évaluer l'importance des bases et autres facilités au moment de l'évaluation des contributions initiales des cinq membres

permanents du Conseil de sécurité. La Délégation du Royaume-Uni estime cependant que leur importance doit être prise en ligne de compte si des contributions additionnelles sont demandées par le Conseil de sécurité au moment où une opération particulière est envisagée, de manière à répartir les charges d'une manière aussi équitable que possible entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

Position de la Délégation des Etats-Unis

La Délégation des Etats-Unis accepte le principe selon lequel l'assistance et les facilités doivent être prises en ligne de compte lors de l'évaluation des contributions des diverses Nations Membres. Toutefois, la Délégation des Etats-Unis ne voit pas de méthode dont l'emploi permettrait cette évaluation jusqu'au moment où, le Conseil de sécurité envisageant d'entreprendre ou entreprenant une action coercitive, le besoin d'assistance et de facilités apparaîtrait d'une manière tangible. Le paragraphe accepté par la Délégation des Etats-Unis pose ce principe de façon satisfaisante.

CHAPITRE VIII

BESOINS LOGISTIQUES DES FORCES ARMEES

ARTICLE 31

Position de la délégation chinoise

La délégation chinoise estime que l'Article 49 de la Charte souligne l'importance de l'assistance mutuelle entre les Nations Membres dans l'exécution des mesures destinées au maintien de la paix universelle. Il semble à la délégation chinoise qu'étant donné le caractère destructif de la guerre moderne, il est plus que probable que certaines Nations Membres se trouvent hors de mesure de poursuivre de façon convenable l'approvisionnement de leurs troupes en opérations. En pareille circonstance, il n'est que raisonnable que le Conseil de sécurité et d'autres Nations Membres fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour porter secours, dans l'intérêt de la paix internationale, à ces Nations Membres infortunées. C'est là le but de cet article. De plus, la délégation chinoise estime que cet article doit être rédigé de façon à indiquer une procédure plus précise en vue de prêter pareille assistance mutuelle. La délégation chinoise accepte donc le texte adopté par les trois délégations.

Position de la délégation française

La délégation française considère que les règles indiquées aux Articles 29 et 30 doivent être rendues moins rigides par l'introduction d'un paragraphe traitant le cas de l'incapacité d'une Nation Membre à remplir ses obligations.

La délégation française ne considère pas comme raisonnable d'étendre cette aide donnée à la Nation défaillante à la fourniture de réserves en personnel. Ceci entraînerait de nombreux inconvénients et conduirait en particulier à un abandon du caractère national des contingents mis par les Nations Membres à la disposition du Conseil de sécurité.

Dans ces conditions, la délégation française préfère l'énoncé d'un large principe laissant au Conseil de sécurité, après qu'il ait

été alerté par une Nation Membre, toute initiative destinée à régler, sur avis du Comité d'Etat-major, les problèmes particuliers qui pourraient être posés par l'incapacité d'une Nation Membre.

Le texte auquel elle donne sa préférence lui semble exprimer d'une manière satisfaisante le rôle du Conseil de sécurité dans un pareil cas.

Position de la Délégation de l'URSS

L'article 13 des principes généraux stipule qu'aucune Nation Membre des Nations Unies ne sera tenue d'augmenter la puissance de ses forces armées dans le but précis d'apporter au Conseil de sécurité une contribution en forces armées. De même, le Conseil de sécurité ne demandera à aucune Nation Membre de mettre à sa disposition des forces armées dont l'importance serait telle que cette Nation ne puisse les fournir. Il semble donc inopportun de prévoir explicitement dans les principes généraux "l'incapacité" d'une Nation Membre à pourvoir à tous les besoins des forces armées qu'elle a mises à la disposition du Conseil de sécurité.

La proposition de la Délégation de l'URSS donne, dans des cas particuliers, la possibilité aux Nations Membres de demander au Conseil de sécurité de l'aider en lui fournissant les approvisionnements et les moyens de transport qui lui font défaut. Une pareille aide peut être rendue par décision spéciale du Conseil de sécurité à la Nation Membre qui en fait la demande.

Position de la délégation du Royaume-Uni

Toutes les Délégations reconnaissent le fait que toute Nation Membre peut être amenée, pour des raisons échappant à son contrôle, à demander assistance en vue de maintenir l'efficacité de sa contribution aux forces armées des Nations Unies. Il est donc logique d'établir des principes qui tiennent compte de cette situation.

La Délégation du Royaume-Uni considère que, lorsqu'il reçoit d'une Nation Membre une demande d'assistance, le Conseil de sécurité aura à décider, sur avis du Comité d'Etat-Major, si cette demande est justifiée et, dans l'affirmative, dans quelle mesure il y aura lieu de prêter assistance. Ayant décidé d'assister la Nation demanderesse, le Conseil de sécurité, qui lui-même ne dispose pas des moyens matériels de prêter assistance aidera normalement la Nation Membre en ouvrant des négociations avec d'autres Nations Membres et en agissant comme intermédiaire dans ces négociations, ou bien, dans certaines circonstances, en passant des accords avec les Nations Membres voulues.

La délégation du Royaume-Uni reconnaît en même temps qu'il ne doit pas être porté atteinte à l'intégralité de la contribution d'une Nation Membre, sans l'accord librement consenti de cette Nation Membre.

La délégation du Royaume-Uni estime que l'article accepté par les Délégations de la Chine et des Etats-Unis contient tous les principes ci-dessus, alors que l'article accepté par la délégation française et la délégation de l'URSS ne précise pas les obligations du Conseil de sécurité, quand ce dernier a décidé de prêter telle assistance qu'il a jugé nécessaire.

Position de la délégation des Etats-Unis

La délégation des Etats-Unis estime que les cas d'incapacité d'une Nation Membre à faire face à ses obligations telles qu'elles découlent de l'Article 29 doivent être prévus. Il peut se faire, par exemple, que pendant la période durant laquelle les forces armées d'une Nation Membre opèrent sous l'autorité du Conseil de sécurité, cette Nation Membre soit écrasée par les forces hostiles ou voie sa puissance industrielle gravement atteinte. Une pareille situation peut mettre cette Nation Membre dans l'impossibilité de poursuivre l'approvisionnement des contingents qu'elle a fournis aux forces armées des Nations Unies. L'article accepté par la Délégation des Etats-Unis a pour but de prévoir une telle situation.

La délégation des Etats-Unis souligne particulièrement l'importance de la deuxième phrase de l'article accepté par les Délégations

de la Chine, du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Les dispositions contenues dans cette phrase ont pour but de préserver l'homogénéité tactique des unités des forces armées placées à la disposition du Conseil de sécurité. Il doit être garanti que ces unités ne seront pas déséquilibrées par des prélèvements sur les contributions d'une Nation Membre, effectués, en vue de suppléer aux insuffisances dans la contribution d'une autre Nation Membre, sans l'accord des Nations Membres intéressées.

La proposition de la délégation de l'URSS prévoit des dérogations à l'Article 29 sur décision spéciale du Conseil de sécurité, mais elle ne prévoit pas l'accord de la Nation Membre qui fournit l'assistance et, pour cette raison, elle ne peut être acceptée par la délégation des Etats-Unis.

CHAPITRE IX

EMPLACEMENT GENERAL DES FORCES ARMEES

ARTICLE 32

Position de la délégation chinoise

La délégation chinoise estime que les forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité ont pour mission le maintien ou le rétablissement de la paix internationale. Ce fait ne doit jamais être perdu de vue lorsqu'il est question de l' "emplacement général" de ces forces. Généralement parlant leurs emplacements doivent donc être choisis de manière à permettre au Conseil de sécurité d'entreprendre une action rapide dans l'intérêt de la paix. S'il était donc permis aux diverses Nations Membres de stationner les forces armées qu'elles mettent à la disposition du Conseil de sécurité là où elles ont droit légal d'accès, le Conseil de sécurité disposerait d'un choix plus considérable d'emplacements qui favoriseraient cette action rapide. C'est pourquoi, la proposition de l' URSS est inacceptable, car elle donne du terme "emplacement général" une interprétation trop étroite et de nature à porter atteinte à l'efficacité des forces armées.

La délégation chinoise estime en outre que l'expression "sur les territoires ou dans les eaux auxquels elles ont un droit légal d'accès", qui figure dans le texte, a une portée plus générale, et englobe déjà l'énumération des emplacements possibles que propose la délégation française.

Enfin, le Comité d'Etat-major a décidé que les forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité seront composées d'unités qui font normalement partie des forces armées des Nations Membres (article 3 des principes généraux), et seront placées sous le "commandement exclusif" des Nations Membres qui les auront fournies tant qu'elles ne seront pas utilisées par le Conseil de Sécurité (article 36 des principes généraux), et comme l'Article 51 de la Charte reconnaît le ...

"droit naturel" de légitime défense en cas d'agression par les armes, il apparaît logique à la délégation chinoise que les Nations Membres aient le droit d'exercer, dans le cadre des accords spéciaux conclus en vertu de l'Article 43 de la Charte, toute "discrétion" dans le choix de l'"emplacement" de ces forces.

Pour les raisons qui précèdent, la délégation chinoise accepte les textes des articles 32 et 33.

Position de la délégation française

La délégation française ne peut accepter ni la proposition de la délégation de l'URSS, ni la proposition soutenue par les Délégations des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la Chine.

La proposition de l'URSS est, à son avis, infiniment trop restrictive. Elle ne tient compte que du seul point de vue juridique et géographique de l'Union des républiques socialistes et soviétiques, territorialement et constitutionnellement rassemblées et de la seule disposition de l'Article 107 de la Charte relative à l'occupation des territoires ex-ennemis, à l'exclusion d'autres articles de la Charte traitant de mesures semblables, comme les Articles 102, 82 ou 83. Elle ne tient en aucune manière compte des dispositions géographiques et juridiques toutes différentes d'autres fédérations, comme par exemple l'Union française qui associe, selon des actes juridiques variés, la France métropolitaine, ses départements et ses territoires d'Outre-mer, ses territoires et Etats-associés répartis géographiquement à travers le monde. Elle ne tient pas compte non plus, en limitant leur stationnement aux seuls territoires nationaux, de la nécessité absolue de la répartition stratégique mondiale des forces armées à mettre à la disposition des Nations Unies, si l'on veut que leur intervention soit rapide et par conséquent efficace.

La proposition soutenue par les Délégations des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la Chine, n'est pas, du point de vue

français, suffisamment explicite. Le terme "droit légal d'accès" peut à la fois prêter à confusion et à d'éventuelles suspicions. Il pouvait se concevoir avant l'existence de la Charte des Nations Unies; celle-ci traitant dans ses articles 82, 83, 102 et 107 des conditions légales d'occupation, de territoires extra-nationaux. Il semble à la Délégation française utile et, mieux, indispensable de s'y référer.

Position de la Délégation de l'URSS

Les propositions formulées par les autres délégations pour les articles 32 et 33 des principes généraux, et relativement à l' "emplacement général", autorisent le stationnement des forces armées mises par les Nations Membres à la disposition du Conseil de sécurité, sur tous les territoires ou dans toutes eaux auxquels elles ont "droit légal" d'accès. Un tel principe, régissant l'emplacement des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité, ne peut se justifier comme favorisant le maintien de la paix ou tendant au développement de rapports amicaux entre nations. De plus, l'expérience a montré que la présence, sans motifs suffisants, de troupes étrangères sur les territoires d'autres Nations Membres ne consolide ni la paix internationale, ni les relations de bon voisinage entre nations. Bien au contraire, elle donne naissance chez les Nations Membres à un sentiment d'inquiétude au sujet de leur indépendance nationale. C'est pour ces raisons que la proposition de la Délégation de l'URSS pour l'article 32 prévoit le stationnement des forces armées sur leurs seuls territoires ou dans leurs seules eaux territoriales.

En ce qui concerne le stationnement des forces armées des Nations Unies au cours de l'exécution des mesures prises aux termes de l'Article 42 de la Charte, il sera fixé par le Conseil de sécurité, comme l'indique l'article 35 des principes généraux.

Position de la Délégation du Royaume-Uni

La Délégation du Royaume-Uni estime que, si les forces armées d'une Nation Membre, lorsqu'elles ne sont pas utilisées par le Conseil de sécurité, sont stationnées ou basées sur les territoires ou dans les eaux auxquels cette Nation Membre a droit légal d'accès, il ne peut être soulevé aucune objection valable de la part d'aucune autre Nation Membre. La Délégation du Royaume-Uni ne peut, pour cette raison, accepter l'interprétation rigide que donne la proposition de l'URSS.

La Délégation du Royaume-Uni n'est également pas en faveur de la proposition française, cette dernière s'efforçant de définir en détail le " droit légal d'accès ", ce qui n'est pas la tâche du comité d'état-major.

Position de la Délégation des Etats-Unis

La Délégation des Etats-Unis estime qu'il est essentiel à l'efficacité des forces armées qu'elles puissent être basées partout où la Nation Membre a droit légal d'accès. Les principes généraux régissant l'emplacement des forces armées doivent être larges et généraux. La Délégation des Etats-Unis ne donne pas son accord à l'introduction d'une liste particulière d'emplacements autorisés. Une telle liste d'emplacements peut figurer dans les accords spéciaux conclus aux termes de l'Article 43 de la Charte, mais n'a pas sa place dans les principes généraux ; en conséquence, la Délégation des Etats-Unis ne peut accepter l'article proposé par la délégation française.

L'article proposé par la Délégation de l'URSS limite les emplacements sur lesquels une nation peut stationner ses forces armées en temps de paix. La Délégation des Etats-Unis ne peut accepter l'introduction dans les principes généraux d'aucune restriction au droit légal que peut

avoir une nation de baser des forces dans des zones autres que ses propres territoires nationaux; en conséquence, elle ne peut accepter la proposition de l'URSS.

ARTICLE 33

Position de la délégation chinoise

(Voir position de la délégation chinoise sur l'article 32)

Position de la délégation française

La délégation française estime qu'une répartition géographique convenable des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité permettra à ce dernier d'entreprendre une action rapide en tout point du globe.

Une telle disposition aura sans aucun doute l'effet d'accroître l'efficacité des forces armées des Nations Unies.

Position de la Délégation de l'URSS

Les propositions formulées par les autres délégations pour les articles 32 et 33 des principes généraux, et relatives à l' "emplacement général" autorisant le stationnement des forces armées mises par les Nations Membres à la disposition du Conseil de sécurité, sur tous territoires ou dans toutes eaux auxquels elles ont "droit légal" d'accès. Un tel principe, régissant l'emplacement des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité, ne peut se justifier comme favorisant le maintien de la paix ou tendant au développement de rapports amicaux entre nations. De plus, l'expérience a montré que la présence, sans motifs suffisants, de troupes étrangères sur les territoires d'autres Nations Membres ne consolide ni la paix internationale, ni les relations de bon voisinage entre nations. Bien au contraire, elle donne naissance chez les Nations Membres à un sentiment d'inquiétude au sujet de leur indépendance nationale. C'est pour ces raisons que la proposition de la Délégation de l'URSS pour l'article

32 prévoit le stationnement des forces armées sur leurs seuls territoires ou dans leurs seules eaux territoriales.

En ce qui concerne le stationnement des forces armées des Nations Unies au cours de l'exécution des mesures prises aux termes de l'Article 42 de la Charte, il sera fixé par le Conseil de sécurité, comme l'indique l'article 35 des principes généraux.

Position de la Délégation du Royaume-Uni

La Délégation du Royaume-Uni a accepté ce paragraphe parce qu'il constitue une guide utile pour le Conseil de sécurité et pour le Comité d'Etat-major, lors de l'évaluation de la puissance d'ensemble des forces armées et lors de l'élaboration des accords spéciaux prévus par l'Article 43 de la Charte.

Position de la Délégation des Etats-Unis

La Délégation des Etats-Unis estime qu'il est nécessaire que les emplacements des forces armées des Nations Unies soient géographiquement répartis de telle manière que le Conseil de sécurité puisse entreprendre une action rapide en tout point du globe. Le Comité d'Etat-major a déjà approuvé un texte similaire à cet article dans l'article 6 qui se réfère à la puissance d'ensemble. Les deux facteurs, puissance et emplacement, sont également importants pour permettre au Conseil de sécurité d'entamer rapidement une action et de la sorte la Délégation des Etats-Unis estime que l'introduction de cet article est essentielle.

ARTICLE 34

Position de la délégation chinoise

L'article sur l' "emplacement général" a pour but de permettre au Conseil de sécurité de savoir quand et où les forces armées seront disponibles, et de pouvoir préparer en conséquence des plans, au moment où une action s'avère nécessaire. Il en résulte que tout déplacement de ces forces modifiant leur délai d'intervention tel qu'il est spécifié dans les accords spéciaux conclus en vertu de l'Article 43 de la Charte, doit être porté à la connaissance du Conseil de sécurité. Pour les raisons ci-dessus, la délégation chinoise accepte ce texte.

Position de la délégation française

La délégation française a précisé les raisons pour lesquelles elle croit utile l'inclusion d'un article particulier concernant les déplacements des forces de nature à modifier leur délai d'intervention, lorsqu'elle a indiqué sa position sur l'article 17.

Position de la Délégation de l'URSS

La proposition formulée par les autres délégations prévoit que les Nations Membres qui ont mis leurs forces armées à la disposition du Conseil de sécurité doivent signaler à ce dernier tout déplacement de ces forces de nature à modifier leur délai d'intervention.

La proposition de la Délégation de l'URSS pour l'article 32 ne permet le stationnement des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité par les différentes Nations Membres que dans les limites de leurs territoires ou eaux territoriales respectifs sauf dans les cas prévus à l'Article 107 de la Charte. Sur ces territoires, les Nations Membres ont entièrement le droit de déplacer selon leur désir leurs forces armées d'une région de garnison à une autre sans en informer le Conseil de sécurité

Position de la Délégation du Royaume-Uni

Le délai d'intervention des contributions des Nations Membres comprend deux éléments : la mise sur pied et la mise en place en une région donnée.

La Délégation du Royaume-Uni estime qu'une Nation Membre s'engagera à fournir ses contributions, lorsque le Conseil de sécurité fait appel à elles, dans des délais donnés. La Délégation du Royaume-Uni reconnaît qu'une Nation Membre peut désirer modifier de temps en temps les emplacements de ses forces mises à la disposition du Conseil de sécurité. Lorsque de tels changements affectent les délais de mise en place, la Délégation du Royaume-Uni estime que la Nation Membre doit être obligée d'en informer immédiatement le Conseil de sécurité.

Quoiqu'une telle obligation puisse sembler découler des accords spéciaux, l'article 34 la souligne et c'est la raison pour laquelle la Délégation du Royaume-Uni est en faveur de l'inclusion de cet article dans les principes généraux.

Position de la Délégation des Etats-Unis

La délégation des Etats-Unis est d'avis qu'il est d'usage courant, dans les rapports internationaux qu'une Nation, partie à un traité ou à un accord, avertisse sans délai les autres signataires, s'il lui est impossible de se conformer entièrement aux termes du traité ou de l'accord. C'est pourquoi, la délégation des Etats-Unis ne considère pas l'article 34 comme essentiel.

Toutefois, plusieurs délégations ayant exprimé l'avis que cet article est nécessaire pour garantir que le Conseil de sécurité soit informé de toute modification du délai d'intervention des forces armées fournies par une Nation Membre, la délégation des Etats-Unis ne s'oppose pas à introduire l'article 34 dans les principes généraux.

CHAPITRE X

DIRECTION STRATEGIQUE ET COMMANDEMENT DES FORCES ARMÉES

ARTICLE 41

Position de la délégation chinoise

La délégation chinoise estime que les mots "suprême" ou "d'ensemble" peuvent être acceptés. La délégation chinoise estime en outre que, s'il est souhaitable d'avoir un article traitant, en général, du commandement suprême des forces armées, il serait prématuré, par contre, de fixer dans le détail l'articulation du commandement. Le texte qu'accepte la délégation chinoise convient à l'énoncé d'un principe général, puisqu'il envisage le commandement d'ensemble des différents théâtres d'opérations.

Position de la délégation française

La délégation française estime que l'on ne saurait passer sous silence dans les principes généraux gouvernant l'organisation des forces armées, les leçons tirées de la dernière guerre en ce qui concerne l'organisation du commandement.

Les problèmes qui se sont posés aux gouvernements alliés à cette époque sont de même nature que ceux qu'aura à résoudre demain l'Organisation des Nations Unies. Il semble utile par conséquent de signaler au Conseil de sécurité la possibilité d'adopter une formule qui, de l'avis de la délégation française, a donné la preuve de sa valeur.

La délégation française estime également indispensable de préciser dans le texte de l'article 41 que les commandements seront attribués, sur l'avis du Comité d'Etat-Major, par le Conseil de sécurité. Seule, en effet, une autorité internationale conseillée par un organisme technique possède à la fois les connaissances d'ordre gouvernemental et militaire et l'impartialité requises pour prendre des décisions de cette nature.

Il apparaît impossible à la délégation française de soutenir, devant l'opinion mondiale, une formule qui donnerait au Commandant suprême sur un théâtre d'opérations, quelles que soient l'autorité et la valeur de celui-ci, la possibilité de choisir lui-même les commandants des forces terrestres, navales et aériennes qui seront placés sous ses ordres. Une telle possibilité serait difficilement conciliable avec le caractère international que doivent conserver les forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité et leur commandement.

Position de la délégation de l'URSS

La délégation de l'URSS estime qu'il suffit, au stade actuel de l'étude, sur le plan militaire, de l'Article 43 de la Charte, de prévoir dans les principes généraux que le Conseil de sécurité nommera, sur avis du Comité d'Etat-major, un commandant d'ensemble ou plusieurs commandants d'ensemble des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité. L'étude détaillée de l'articulation du commandement pourra être faite plus tard.

Position de la délégation du Royaume-Uni

La délégation du Royaume-Uni estime qu'il faut prévoir la nomination par le Conseil de sécurité d'un Commandant suprême des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité, ou de plusieurs commandants suprêmes s'il y a plusieurs théâtres d'opérations.

Elle estime de plus que les circonstances peuvent exiger aussi la nomination de Commandants en chef des forces de terre, de mer et de l'air soumis à l'autorité du Commandant suprême ou des Commandants suprêmes, et que les termes de l'article 41 doivent faire ressortir cette possibilité de façon parfaitement claire.

Le fait que l'article 41 prévoit la nomination de ces commandants ne rend pas ces nominations obligatoires, il n'anticipe pas davantage sur l'articulation qui sera, en dernier ressort, donnée au commandement en vue de faire face à une situation déterminée.

Toutefois, la Délégation du Royaume-Uni considère comme essentiel de spécifier, dans les principes généraux, que le Conseil de sécurité a qualité pour nommer des Commandants suprêmes ou des Commandants en chef, sans préjudice pour les dispositions de l'Article 47 de la Charte.

Position de la Délégation des Etats-Unis

La Délégation des Etats-Unis estime que la nomination des Commandants pour une opération particulière, menée sous l'autorité du Conseil de sécurité, ne peut être assujettie à des règles rigides. Il est tout à fait logique, du point de vue militaire, et conforme aux dispositions de la Charte, qu'il appartienne au Conseil de sécurité, avec l'aide du Comité d'Etat-major, de nommer le commandant d'ensemble pour une telle opération. D'autres règles rigides concernant le nombre exact des commandants d'éléments qui doivent être nommés par le Conseil de sécurité risquent de compromettre la constitution d'une articulation efficace du commandement.

Il peut se trouver qu'une certaine opération ne nécessite pas l'emploi de tous les éléments de forces terrestres, navales et aériennes mises à la disposition du Conseil de sécurité; ou bien que des opérations simultanées sur plusieurs théâtres présentent des conditions de commandement entièrement différentes. Il se peut alors que la bonne méthode soit celle proposée dans le texte accepté par les Délégations du Royaume-Uni et de la France, ou bien qu'il soit préférable de laisser la nomination d'un commandant d'élément au commandant d'ensemble. Il n'est pas possible de prévoir tous les cas qui peuvent se produire et formuler des règles précises et rigides destinées à la solution de tous ces cas.

La Délégation des Etats-Unis estime donc que la manière de nommer des commandants de contingents hétérogènes de forces mises à la disposition du Conseil de sécurité, autres que le commandant d'ensemble, doit être déterminée au moment où le besoin s'en présente.

C'est pourquoi la Délégation des Etats-Unis soutient le texte de cet article tel qu'il a été accepté par les Délégations de la Chine, de

l'URSS et des Etats-Unis.

En ce qui concerne les légères différences de rédaction qui existent entre les deux textes proposés pour le premier paragraphe de cet article, les deux expressions: "Commandant (s) d'ensemble" ou "Commandant (s) suprême" conviennent également à la Délégation des Etats-Unis.

ANNEXE "D"

Observations générales
de la Délégation militaire française

De l'avis de la délégation militaire française, les principes d'organisation des forces armées à mettre à la disposition des Nations Unies, établis dans l'esprit de la Charte des Nations Unies, - de l'avis de la délégation française - présupposent, pour la mise en oeuvre de ces forces, l'unanimité des cinq Membres permanents du Conseil de sécurité. Bien que le système de sécurité en résultant soit strictement limité dans son objet et des moyens, la délégation militaire française estime qu'il n'est pas sans avoir une valeur certaine sur le plan de la sécurité collective car il doit permettre la localisation des conflits à leur origine et par là même en empêcher l'extension.

Certains des principes d'organisation tendent à limiter l'importance des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité. La délégation militaire française leur a donné sciemment son accord, anticipant ainsi en particulier sur les résultats à attendre dans le domaine du désarmement, qui donneront aux forces armées à la disposition du Conseil de sécurité une place relativement plus considérable dans l'ensemble des forces armées modernes existantes.

Il a été aussi estimé que "toute décision tendant à mettre en oeuvre les forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité en vue d'une action coercitive, aura l'appui d'une autorité morale et d'un potentiel immenses", et que "ce fait aura une répercussion directe sur l'importance des forces armées nécessaires."

Au cours de ses travaux, le Comité d'Etat-major n'a pas cru devoir aborder certains problèmes d'aspect politico-militaire

dont la délégation militaire française estime la résolution cependant indispensable. En effet, de leur solution dépend toute possibilité de rendre efficaces les forces armées à mettre sur pied en application des principes généraux qui font l'objet du présent rapport. C'est ainsi que les deux problèmes essentiels de la désignation de l'agresseur et du déclenchement des mesures prises en application des Articles 41 et 42 de la Charte doivent - selon la délégation militaire française - être résolus avant que puisse être envisagée l'utilisation des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité.

Du point de vue militaire pur, la notion de rapidité dans le déclenchement de ces mesures est essentielle à la réussite de l'action entreprise. Les chances de succès d'une intervention seront en effet d'autant plus grandes que la supériorité des forces sera plus accentuée en faveur des Nations Unies. C'est pourquoi la délégation militaire française estime primordial que l'action du Conseil de sécurité soit rapide et énergique, et que, dans ce but :

- 1) La détermination de l'agresseur soit établie aussitôt que possible;
- 2) les actions économiques et politiques prévues aux Articles 40 et 41 de la Charte soient combinées pour préparer et soutenir l'intervention militaire qui peut les suivre;
- 3) les plans pour l'emploi de la force armée établis par le Conseil de sécurité permettent l'application immédiate des mesures prévues par l'Article 42 de la Charte et puissent ainsi prévenir toute agression.

Selon la délégation militaire française, ce n'est qu'à ces conditions que le Conseil de sécurité sera susceptible de prendre les mesures réellement efficaces qui lui permettront

de maintenir ou de rétablir la paix et la sécurité internationales.

La délégation militaire française constate, en outre, que parmi les problèmes, cependant importants, que le Comité d'Etat-major n'a pas jugé être de son ressort, se trouve le problème financier posé par le mode de règlement des dépenses imposées aux Nations Membres, pour l'exécution des directives du Conseil de sécurité. La solution qui sera donnée à ce problème par le Conseil de sécurité aura incontestablement des répercussions sur l'importance des contributions que chaque Nation consentira à fournir au Conseil de sécurité.

La solution des problèmes évoqués ci-dessus devrait, du point de vue de la délégation militaire française, être abordée dès maintenant afin de permettre l'ouverture de la négociation des accords spéciaux prévus par l'Article 43 de la Charte.